

Critique Communiste

revue mensuelle

de la

Ligue Communiste Révolutionnaire

(section française de la IV^e Internationale)

n° 56

octobre 86 / 14 f

**Mouvement ouvrier français :
la crise au cœur**



**Entretien avec Robert Boyer
Le tour d'Europe de la flexibilité**



**NOUVELLES TECHNOLOGIES
DANS L'INDUSTRIE :
VERS LA FIN DU TAYLORISME ?**



**Les « nouveaux critères de gestion »
du PCF : cohérence et utilité**



**En exclusivité : bonnes feuilles
du livre à paraître d'Ernest Mandel
sur le roman policier**

Mouvement ouvrier français : la crise au cœur

Francis SITEL

Au-delà des péripéties de la cohabitation, et malgré elles, cette rentrée reste caractérisée par une donnée fondamentale : la distorsion de plus en plus aiguë entre la réalité des luttes de classes, les défis de la situation et l'état du mouvement ouvrier. D'un côté, une vie politique toujours plus polarisée à droite, la montée des périls : chômage, racisme, syndrome du terrorisme... Autant de ferments de dissociation et de régression sociales. De l'autre côté : un mouvement ouvrier frappé d'impuissance qui, hésitant entre la léthargie et les capitulations, subit un recul politique et idéologique qui n'a guère de précédent...

D'où l'urgence de poursuivre la réflexion et le débat sur la crise actuelle du mouvement ouvrier.

QUITTE à prendre le contre-pied de tous ceux qui, pour s'en réjouir, minimisent la signification du recul du PCF, y voyant trop vite la condition mécanique d'un renouveau de la gauche française, il convient de considérer que celui-ci constitue, aujourd'hui, l'épicentre de la crise globale du mouvement ouvrier. Il est vrai qu'un tel renouveau suppose la liquidation des séquelles du stalinisme et la défaite définitive de la direction du PCF et de sa politique. Il est également vrai qu'il appelle un dépassement en positif, au profit d'une alternative communiste. Or, tel n'est pas encore le cas dans les conditions présentes. Faute d'une telle alternative, l'actuelle crise menace de conduire droit au pourrissement, plutôt qu'à une recomposition assurant l'actualisation et le développement des acquis révolutionnaires du mouvement ouvrier.

Les équilibres internes de ce dernier se sont constitués en fonction de l'existence d'un puissant pôle communiste. La marginalisation de ce pôle, voire, l'hypothèse de sa disparition, est à l'origine d'une onde de choc qui ébranle toutes les organisations, modifie les rapports de forces globaux et opère une redistribution générale des cartes. Après avoir perverti les références communistes et avoir tenté de les monopoliser au seul profit de ses propres intérêts bureaucratiques, la direc-

tion du PCF est peut-être sur le point de commettre son dernier méfait : les entraîner dans son propre naufrage...

Est-il exagéré de considérer que le désarroi qui règne dans les rangs de la classe ouvrière peut être mesuré à l'aune de l'affaissement du PCF ? Si plus rien n'est assuré, n'est-ce pas, en dernière analyse, parce que rien de ce qu'il a représenté n'apparaît aux yeux de beaucoup pouvoir ou devoir être sauvé ? Alors qu'occupent le devant de la scène les faiseurs d'opinions prêtes à porter, ces intellectuels et experts médiatiques si sensibles à la versatilité des modes et si perméables aux pressions des rapports de forces, le déclin présent apparaît à la mesure de la puissance passée, l'actuel discrédit haineux à l'ampleur de la confiance aveugle d'hier...

Toutes ces idées qui sont dans l'air du temps — le socialisme qui a le visage du Goulag, l'inanité de la lutte collective, la « crise de la forme parti »... — d'où viennent-elles ? Elles sont la face visible de la désagrégation du « communisme » que des décennies durant les partis staliniens ont prétendu incarner. La montée au zénith de ces vieilleries que sont la démocratie bourgeoise, l'individualisme et le pseudo-réalisme est l'équivalent symbolique du retrait des valeurs qu'une histoire trahie a conduit à assimiler à la politique et à l'idéologie de ces partis.

C'est dire que, pour le mouvement



Juin 1985 : 83 Palestiniens massacrés au camp de réfugiés de Chatila (Beyrouth).

SORTIR DE L'IMPASSE

On tue et on mutilé à Paris au nom du « droit » et de la « liberté ». Aucun Pasqua, aucun Le Pen n'aurait osé rêver dévoient aussi abject du combat pour la libération des peuples. Les victimes de la rue de Rennes nous rappellent tragiquement que les impasses politiques, dans les pays dominés et dans les métropoles impérialistes, sont profondément liées. Au Proche-Orient, la résistance palestinienne, désarmée par l'absence d'une orientation véritablement internationaliste, n'a pas pu souder derrière elle les peuples de la région et empêcher le dépeçage du Liban, pays transformé en borbier de sang par les puissances impérialistes qui agissent en sous-main derrière les Etats de la région. Comment s'étonner que puissent émerger d'une telle guerre civile les manipulations terroristes les plus folles ? Beaucoup de nos commentateurs — et pas seulement dans la presse de droite —, prompts à se faire les avocats du reaganisme et d'Israël, ne devraient pas oublier que les hommes, les femmes et les enfants, déchiquetés par les bombes, n'ont pas moins d'importance là-bas qu'ici. En France, voici la gauche, le président en tête, qui emboîte le pas à Chirac au nom de l'union nationale contre le terrorisme. C'est du même coup admettre la banalisation des quadrillages policiers, des contrôles policiers, des fouilles, des expulsions... Toutes choses dont les terroristes n'ont cure, mais qui serviront encore davantage demain contre les immigrés, les réfugiés, les jeunes et les travailleurs en général. Cette veulerie d'aujourd'hui n'est que le pendant de

l'impuissance, hier, au gouvernement, de tenir les promesses de « changement » des veilles d'élections. Face à cette impression de chaos général, une revue comme la nôtre a un rôle à tenir : rappeler que c'est toujours le même problème qui est posé, qu'il n'y aura pas d'issue sans une nouvelle perspective révolutionnaire, seule à même de redonner l'espoir aux travailleurs et aux peuples.

En France, le mouvement ouvrier est entré dans une phase de profonde recomposition. Dans une telle situation, l'élaboration, le débat, l'analyse jouent et joueront un rôle important.

Au fond, les vieilles organisations se sont révélées incapables de faire face aux attaques capitalistes, aux transformations et aux nouvelles formes d'exploitation qu'entraîne la crise de ce système. Pire : elles les justifient. Les analyses et les débats de ce numéro, sur le mouvement ouvrier, sur la flexibilité et les nouvelles technologies constituent un maillon dans la reformulation d'un projet d'ensemble qui intègre les modifications actuelles pour en faire des outils de libération et non d'asservissement supplémentaire.

Les chantres du capitalisme sauvage s'efforcent de dissimuler, derrière les progrès technologiques, et l'exploitation dans les pays développés, et la barbarie sur laquelle le système repose dans les pays dominés, comme au Liban.

En contribuant aux débats en cours, nous ne voulons, précisément, oublier ni l'une ni l'autre.



Manifestation pour la libération de sidérurgistes, 1979.

ouvrier dans son ensemble, il y a péril en la demeure. Mais, avant de l'analyser, il convient de faire un sort à l'hypothèse rassurante selon laquelle le mal, dès lors que le PS y échappe, ne saurait être trop grave. En d'autres termes : si le PS va bien le mouvement ouvrier ne saurait aller si mal... Bref, la théorie de l'organe sain dans un corps malade.

Le Parti socialiste : l'homme sain du mouvement ouvrier ?

Les tenants de cette thèse reconfortante, fort répandus dans les sphères dirigeantes du PS, comme il se doit, mais aussi au-delà, ne manquent pas d'arguments. Tout observateur impartial ne peut, sans étonnement, constater l'état de santé d'un PS sur les épaules duquel devrait peser au premier chef la politique menée durant cinq ans au gouvernement et l'échec à quoi elle a conduit. Plutôt que de perdre son temps à expliquer le paradoxe, la direction du PS en fait ses choux gras. Loin de tirer les leçons de cette expérience sans précédent historique de cinq années de gestion gouvernementale, après une victoire électorale écrasante, le PS digère silencieusement son bilan et se

repaît de la cohabitation. Mieux, un rêve le hante : celui de l'hégémonie. Tandis que l'effondrement ou le recul des autres composantes de la gauche l'autorisent à ambitionner les 40 % de voix exprimées, les divisions et les médiocrités de la droite lui permettent d'espérer que son candidat l'emporte lors de la prochaine élection présidentielle... De telles épices ne rendraient-elles pas savoureux le moins ragoûtant des plats ? Pourquoi, dans ces conditions, s'empêtrer de bilans, de programmes et d'engagements ? Michel Rocard, qu'obsède toujours la crainte de rater le dernier effet médiatique du moment, s'est hâté de prendre les devants en promettant, au cas où, de ne rien promettre...

Mais faut-il s'arrêter à ces apparences de bonne santé ? Mieux vaut y regarder à deux fois. Car, quel que soit l'art qu'on ait en politique de manier les paradoxes, il convient de souligner qu'il en est deux de mauvais augure pour le PS.

Le premier est lié à ce qui caractérise le PS depuis le 16 mars : ce parti qui prétend à l'hégémonie est un parti impavide, pétrifié par la cohabitation. Au point que, lors du dernier comité directeur, Jean Poperen a cru devoir tirer le signal d'alarme : « *Le climat pourrait entretenir le contresens sur ce qu'on appelle cohabitation. Les Français ne souhaitent pas de crise, pas de drame. Mais qui donc les souhaiterait ? Pas les*

socialistes, en tout cas. Simplement, pour les commodités de leur politique, les gens de droite ont répandu l'idée que la cohabitation signifiait que la gauche laisserait la droite faire sa politique. Ce contresens intéressé a pu, parfois, provoquer quelques interrogations à gauche. Celles-ci paraissent, aujourd'hui, effacées. Le jeu démocratique, ce n'est pas se résigner à la politique de la droite. » (Le Monde, 14-15 septembre 1986.)

Si ces interrogations « paraissent, aujourd'hui, effacées », n'est-ce pas qu'elles ont trouvé réponse dans la certitude que le PS veut en effet laisser la droite faire sa politique ? Pour une raison qui a la simplicité de l'évidence : les candidats socialistes aux élections à venir n'auront d'autre argument pour motiver le vote des électeurs en leur faveur que celui du *moindre mal*. Pour ce faire, encore faut-il que lesdits électeurs aient fait l'expérience, dans leur chair, de ce que coûte la politique réactionnaire de la droite. La tactique de la direction du PS ne peut être qu'implacablement cynique, dès lors qu'elle a explicitement et profondément renoncé à toute perspective réellement alternative au néo-libéralisme voulu par la bourgeoisie. Puisque le choix électoral se trouve restreint à deux variantes possibles de la même politique, il faut bien laisser la droite faire le plus mal possible : telle est la seule chance de susciter une réaction de rejet parmi une majorité de la population...

Cette logique, purement et strictement électorale, repose sur un second paradoxe : l'idée qu'une victoire socialiste reste possible sur fond de crise aggravée du mouvement ouvrier, de recul accentué des forces ouvrières sous les coups renforcés du patronat et du gouvernement Chirac.

Deux paradoxes qui sont deux paris : qu'il suffit de se proclamer « antidroite » pour être perçu comme de gauche et que plus ça va mal pour les travailleurs, plus le PS a de chance de gagner. Deux paris qui permettent de prendre la mesure de l'appauvrissement du débat politique et de la profondeur de la crise du mouvement ouvrier. Autant dire que le projet hégémoniste du PS est une non-réponse à cette même crise. Loin d'y apporter une issue, il n'en est qu'une des expressions et, par là, compte tenu de la place présente de ce parti, un facteur d'aggravation.

Au demeurant, les dirigeants socialistes se leurrent s'ils pensent que, dans ces conditions, le PS peut échapper longtemps aux effets de cette crise sur lui-même. Ce parti peut-il à la fois occuper un espace politique immense — viser 40 % de l'électorat, récupérer des courants issus du PCF, de l'extrême gauche, du centre —, et, se privant de tout projet social mobilisateur, réduire ses ambitions politiques à une stricte alternance électorale ? Les débats sous-jacents en son sein concernant l'abandon ou non des références doctrinales originaires, les rivalités entre présidentiables — explosives dès lors que le projet d'une nouvelle candidature Mitterrand ne ferait plus office d'éteignoir —, l'incapacité à poser le problème des alliances nécessaires pour former une majorité, la difficulté à maîtriser les opérations de recomposition du mouvement syndical... Autant de manifestations des contradictions à l'œuvre, encore contenues par la nécessité d'éviter toute vague avant la prochaine présidentielle et la fin de la phase transitoire de la cohabitation, qui éclateront tôt ou tard, balayant l'illusion que le renforcement du PS constitue en tant que tel la réponse à ces problèmes qui sont appelés à resurgir en force.

Parce que ces problèmes sont au cœur de la crise actuelle du mouvement ouvrier et qu'ils s'aiguisent d'autant qu'on veut les occulter ou les nier.

Une dynamique d'éclatement

S'il faut d'abord poser le PCF et le PS dans leur opposition, c'est que la crise actuelle est dominée par l'éclatement de l'Union de la gauche. L'expé-

rience gouvernementale aura marqué la fin de ce modèle qui, malgré les vicissitudes et les conflits, a dominé le mouvement ouvrier français au cours des vingt dernières années. Sa déflagration bouscule l'ensemble des organisations ouvrières, tant politiques que syndicales, et dessine de possibles perspectives de réorganisation. Et ce, selon un rapport de forces profondément modifié : entre un PS qui s'efforce d'occuper la totalité de l'espace et un PCF qui opère un repli de sauvegarde.

Ce nouveau rapport de forces, déjà réalisé au plan électoral, suppose, pour se concrétiser, de se répercuter plus profondément : dans les capacités de polarisation politique et sociale de l'une et l'autre organisation.

La manifestation la plus nette de ce mouvement est fournie par les opérations en cours au sein d'un mouvement syndical gravement et doublement affaibli. Par son incapacité à relever les défis de la crise capitaliste et à faire face aux attaques patronales. Par le contrecoup de l'échec de la gauche au gouvernement et du bilan que tirent les travailleurs des politiques des directions syndicales durant cette période. La déstabilisation résultant de la nouvelle donne politique ouvre la voie à de multiples opérations de grande ampleur qui visent à une réorganisation générale.

Dans les conditions actuelles, marquées par la faiblesse des mobilisations et de l'intervention directe des travailleurs, la logique des recompositions est précisément d'opérer en fonction de l'opposition PS-PCF. Il peut être tentant, pour certains, de chercher à reproduire, au plan syndical, les nouveaux équilibres électoraux. En dessinant les contours d'une vaste confédération social-démocrate, assise de masse d'un nouveau PS en gestation, et instrument de marginalisation d'une CGT dont on voudrait qu'elle se réduise à sa seule composante prête à accompagner le PCF dans un déclin qui s'en trouverait d'autant plus accéléré. La direction de la FEN, en se préparant à syndiquer les fonctionnaires des collectivités locales et en se rapprochant des syndicats autonomes pour créer une nouvelle confédération des services publics, a déclenché un processus qui ne peut que déstabiliser la CFDT et FO. Dans une telle perspective, il ne resterait plus à la direction de la CGT qu'à jouer une partition qui lui est coutumière pour que se mette en place le second élément du couple de la division.

La logique d'un tel projet, même si elle se drapait dans les voiles de l'unité, ne peut être que d'aggraver le glissement à droite du syndicalisme et la division : en s'appuyant prioritairement sur le secteur public, ces opérations ne

peuvent qu'accentuer le clivage public/privé, et l'aboutissement en sera nécessairement un approfondissement de l'antagonisme entre le pôle communiste et le pôle social-démocrate au sein du mouvement ouvrier. Autant de faux frais du nouveau rapport de forces ?

Au plan des recompositions politiques, il est intéressant de noter quelques phénomènes qui, au sein de l'extrême gauche, témoignent également des nouvelles capacités de polarisation du PS.

La trajectoire de Convergences socialistes, organisation issue d'une scission du PCI, amène la plupart de ces militants à rallier le PS. Une telle évolution, quelles qu'en soient ses motivations diverses et ses justifications politiques explicites, signifie une chose claire : le fait qu'une fraction de l'extrême gauche, estimant aujourd'hui impossible une intervention indépendante des révolutionnaires et la construction d'une organisation répondant à ce besoin, voit dans le PS le seul cadre politique et organisationnel où continuer à militer.

Il n'est pas nouveau que des militants d'extrême gauche considèrent, à un moment donné, un parti traditionnel comme appelé à être le creuset d'une recomposition en cours ou à venir et rejoignent ses rangs pour en être partie prenante. L'originalité de la démarche de Convergences socialistes est ailleurs, dans l'appréciation selon laquelle le PS est appelé à devenir le « parti ouvrier organique » de la classe, c'est-à-dire a vocation à être le lieu d'expression de la totalité des courants politiques du mouvement ouvrier. Il s'agit là d'un écho direct — et, du coup, la cautionnant et la renforçant — de l'ambition hégémoniste, plus ou moins explicite, d'au moins une partie de la direction du PS. Sous couvert d'accompagner un prétendu « mouvement à gauche » des travailleurs se tournant vers le PS pour combattre la droite, il s'agit de la part de militants se référant au marxisme d'une rupture radicale. Compte tenu de ce qu'est la social-démocratie, du type de rapports qu'elle entretient avec la classe — surdéterminés par les enjeux électoraux, d'une part, par son insertion dans l'Etat bourgeois de l'autre —, une telle approche ne peut qu'entraîner des révisions en chaîne en ce qui concerne l'analyse des classes sociales, l'Etat, le socialisme...

Le thème du « réformisme radical », popularisé par Daniel Cohn-Bendit et Alain Lipietz, touche de tout autres secteurs, mais témoigne, sous des formes différentes, d'une évolution politique qui ne va pas sans parenté. Parler de « compromis historique » avec le PS contre la droite, prôner le « réformisme radical », c'est réduire « l'alternative »

dont on se revendique au droit à l'expérimentation sociale, sur le terrain associatif, et s'en remettre, quant aux enjeux politiques, à la social-démocratie. Bref, qu'on le veuille ou non, c'est courir pour le PS, éventuellement sous une casaque rocardienne...

Cette dernière remarque souligne un autre paradoxe : ces divers ralliements, explicites ou non, ont toute chance de ne pas même enrichir la diversité politique existant au sein du PS mais, plus prosaïquement, de venir renforcer l'un ou l'autre clan dans leur guerre interne. Au-delà de l'aspect anecdotique, il s'agit là d'un symptôme supplémentaire que la force attractive du PS n'est pas une réponse à la crise du mouvement ouvrier et à ses propres contradictions, mais une composante de cette crise.

Cela signifie que, contrairement à certaines apparences et à beaucoup d'explications, les phénomènes pointés plus haut n'enrayent pas la dynamique d'éclatement à l'œuvre mais en sont une des expressions. Et ce, pour deux raisons. La première est que ces évolutions, directement ou de façon médiée, ressortissent toujours de la vieille et quasi organique division du mouvement ouvrier français, de l'opposition PS-PCF. La seconde qu'elles sont, à l'évidence, surdéterminées par des impératifs bureaucratiques.

Les progrès du PS, fondamentalement, sont davantage réalisés sur le PCF qu'ils ne mordent sur de nouvelles couches ou générations politiques. Bref, il s'agit plus de dépouilles que de conquêtes nouvelles. La remarque va bien au-delà du strict constat électoral. Les manœuvres syndicales en cours ne partent-elles pas toutes du présupposé qu'il est possible d'exploiter au plan syndical le nouveau rapport de forces PS-PCF ? En annihilant le courant Unité et action dans la FEN, en divisant et marginalisant la CGT. Quant aux perturbations au sein de l'extrême gauche ne secouent-elles pas des organisations qui tentaient de trouver leur place politique à partir de certaines appréciations des équilibres dans le cadre de ce même rapport de forces ?

La logique actuelle est moins de recomposition que d'affrontement. Le PCF ne saura se sauvegarder, même en position minorée, que par une politique active de division, de dénonciation virulente du PS assimilé à la droite. Il lui faut prétendre au monopole du combat de classe, pour continuer à dévoyer celui-ci. Quant au pôle social-démocrate, pour accroître son espace et légitimer sa politique, il doit se construire en opposition à la référence communiste ; moins le PCF en tant que tel qu'un certain nombre de valeurs, qui



Talbot-Poissy, 1982.

ont été profondément perverties par le stalinisme, mais dont le courant communiste reste porteur : la lutte des classes, y compris à l'échelle internationale, le parti d'avant-garde, la perspective révolutionnaire... C'est en ce sens qu'on peut dire que la scission de Tours n'est pas effacée : la responsabilité conjointe des directions du PS et du PCF dans la situation actuelle ne saurait autoriser à oublier l'Histoire et ses acquis.

Même si l'Union de la gauche est frappée à mort, on est loin d'en avoir fini avec ses soubresauts. La division, loin de constituer un problème superficiel et conjoncturel, est au plus profond de la crise actuelle. Ses effets sont comme redoublés et multipliés dans la mesure où les enjeux de ces affrontements sont uniquement bureaucratiques, et que, du coup, leurs formes d'expression sont elles-mêmes déformées et fallacieuses. C'est la politique du secret et du faux-semblant qui prédomine. Derrière la politique de division acharnée de la direction du PCF et derrière les appétits voraces de celle du PS se dissimulent la même confusion et le même aventurisme bureaucratique. Parce que dans l'un et l'autre cas on trouve la même logique de déresponsabilisation : nul débat sur les raisons de l'échec — hormis d'accuser le partenaire d'hier devenu l'adversaire du jour —, nulle proposition sur ce qu'il convient de faire face aux attaques de la droite et du patronat. Par contre fleurissent les appels véhéments à rejoindre l'une ou l'autre bannière, pour un combat dont les objectifs sont tus et dont le caractère aventuriste est difficilement dissimulable. Le PCF et la direction de la CGT n'appellent-ils pas à lutter et contre la

droite et contre le PS ? Les directions social-démocrates ne nous invitent-elles pas à accorder plus d'importance au combat fratricide intersyndical qu'à la nécessaire mobilisation unitaire contre la droite ?

Le monde, vu à travers les lunettes des directions majoritaires, a tout l'air de marcher sur la tête. C'est sans doute que la crise du mouvement ouvrier tend à prendre les allures d'un débridé colin-maillard, dans lequel chacun va à l'aveugle et où tous se retrouvent pour échanger des horions, sous le regard réjoui des patrons.

Donc le premier devoir est de résister à cette logique infernale de l'éclatement, de refuser la magie des exorcismes et des boucs émissaires. Pour tenter de remettre le monde sur ses pieds et, enfin, la regarder en face, cette fameuse crise.

Naufrage ou sabordage ?

Pour tenter de cerner la nature de cette crise, il convient, au préalable, de déblayer un terrain encombré d'explications multiples et hétéroclites... Les directions et leurs idéologues patentés, lorsqu'il s'agit de fournir ce type de produits, savent ne pas être chiches. Il suffit de manier alternativement l'objectivisme le plus mécaniste et le subjectivisme le moins bridé. On affirmera ainsi, soit que la crise économique est cause de tous les maux — de la désyndicalisation au retour de la droite —, soit que tout est affaire de « retard » et d'« inadaptation ». Et, pour ajouter à la confusion, et faire litière de toute cohérence, il ne faut pas hésiter à renverser terme à terme ces prémisses : décréter que ladite crise, en fait, n'existe pas, qu'il s'agit d'une simple mutation ; et, d'autre part, proposer qu'on se débarrasse de l'Etat-providence, des règlements et qu'on en revienne à la libre concurrence du XIX^e siècle...

Bien sûr, il faudrait introduire les différences qui existent entre courants et organisations, mais on trouverait alors d'autres contradictions. Ainsi du PCF, qui tient un discours spécifique où se marient les valorisations des effets de la crise, l'appréciation d'un glissement à droite de la société et, par ailleurs, le « socialisme pas à pas », dès aujourd'hui, grâce aux « nouveaux critères de gestion »... Et tous ces thèmes, qui s'entrechoquent ou se font écho, concourent en une même résultante : la confusion idéologique. A son profit s'embrouillent toutes les convictions : il n'y a plus ni droite ni gauche, la classe ouvrière n'existe plus, le socialisme soit

n'est rien, soit personnifié le mal absolu... Rien n'est sûr et tout vacille ! Il ne reste plus, pour faire moderne, qu'à douter...

Ce brouillard idéologique a un double mérite : il rend impossible toute mise en accusation de l'un ou l'autre acteur, puisque l'irresponsabilité devient la règle, et permet de volatiliser la lutte des classes, ses enjeux et ses adversaires.

Tandis que la bourgeoisie, elle, qui n'a jamais été adepte du *shadow-boxing*, porte des coups sévères à un ennemi bien réel, les directions majoritaires du mouvement ouvrier semblent poursuivre un rêve éveillé. Elles ne pensent qu'intérêt national, modernisation, compétitivité, réalisme, partenariat social, etc.

Ces faux-semblants dans l'approche des questions économiques et sociales ont pour fonction d'occulter une simple évidence : l'incapacité et le refus de riposter aux attaques capitalistes. Il est vrai que la crise économique se traduit par les licenciements, le chômage, la baisse du pouvoir d'achat..., et donc un affaiblissement croissant de la classe ouvrière. Mais il est faux de présenter ces phénomènes comme les conséquences mécaniques des contradictions économiques. Entre les unes et les autres interviennent les réponses capitalistes à ces difficultés en termes d'attaques contre les travailleurs et les répliques de ces derniers, bref : la lutte des classes. Or, force est de constater que, depuis l'entrée dans la crise, les directions majoritaires n'ont proposé aucune réponse, ni offensive ni défensive, à la hauteur de cet enjeu. Et que, de plus en plus, elles en viennent même à nier le rôle clé des luttes de classes.

Le problème est donc fondamentalement politique. Il oblige à revenir sur la fonction remplie par l'Union de la gauche au long de ces dernières années. Elle a consisté à soumettre la totalité des aspirations ouvrières à la perspective politique de la victoire électorale. Une victoire électorale dont tous les débats liés au Programme commun de gouvernement tendaient à semer l'illusion qu'elle signifierait un changement radical. Les formulations du PS ou du PCF pouvaient varier, c'était bien de « rupture avec le capitalisme » qu'il était question.

Ainsi, l'Union de la gauche en est venue à concentrer politiquement un ensemble de réponses aux problèmes que se posaient les travailleurs : l'articulation entre revendications immédiates et projet social, économie des luttes et recours électoral, gestion des contradictions internes du mouvement ouvrier, en termes d'alliances entre PS et PCF, de rapports entre partis et syndicats...

La division inaugurée par la direction du PCF dès la fin 1977 avait déjà lézardé ce bel et fragile édifice. C'est le choc de l'expérience gouvernementale qui l'a fait imploser, révélant l'inanité des prétendues solutions économiques et politiques du PS et du PCF, montrant que leur union, qui a servi à cautionner les mauvais coups, n'était qu'une parenthèse dans une guerre de division largement incompréhensible, et déstabilisant les syndicats.

Sur la base des espoirs dévastés s'ouvrait alors une nouvelle phase : celle du travail de sape et de désagrégation des fondements mêmes du mouvement ouvrier : du « il faut faire avec la crise », on est passé au « il faut laisser faire les

tions ouvrières, leur fonction de défense des intérêts des travailleurs, par la lutte des classes, le socialisme comme projet du mouvement ouvrier !

Une crise originale

La crise profonde que connaît le mouvement ouvrier est, au regard des expériences connues, fondamentalement originale. Elle n'est pas la conséquence d'un écrasement ou d'une défaite, appelant résistance et reconstitution patiente des forces. Il s'agit d'une expérience politique, allant de Mai 68, et même avant pour le courant communiste, à aujourd'hui, qui, progressive-



Février 1979, la sidérurgie en lutte.

patrons », sinon l'appel à les aider de nos efforts et de nos sacrifices. Du « socialisme qui n'est pas possible tout de suite », on en est venu au socialisme qui n'est pas possible du tout, voire pas souhaitable... C'est ainsi que la pire idéologie néo-libérale est en train, souvent avec l'appui de théoriciens qui ont l'audace de se référer au mouvement ouvrier, de tout submerger. On apprend ainsi, dans telle ou telle revue syndicale, dans tel ou tel article d'un prétendu socialiste ou communiste, que la classe ouvrière n'existe plus, que la démocratie bourgeoise est le *nec plus ultra* en matière de système politique, que l'esprit d'entreprise et l'individualisme sont les seuls idéaux qui valent...

Ce n'est pas noircir à plaisir le tableau que de prendre la mesure des dégâts : l'armature même du mouvement ouvrier est aujourd'hui rongée par cette lèpre confusionniste. Tout se trouve soumis à un doute destructeur : la représentativité sociale des organisa-

ment et par mille canaux, a insinué au plus profond de la conscience ouvrière le doute et le sentiment d'avoir été floué. La destruction ne se fait donc pas brutalement, par effet de choc, mais par dévitalisation, étiolement, pourrissement... D'où l'inflation des termes comme désorientation, délitement, décomposition, voire déprime... D'où aussi l'espèce de dédramatisation, de quasi-irréalité, qui nimbe les phénomènes auxquels nous assistons : ralentissement des rythmes, banalisation des enjeux... Ce qui n'est que l'expression indirecte de la distanciation qui s'est instaurée entre les masses et les organisations. Soit par démoralisation, pour nombre de ceux qui ont milité, ou militent encore, mais intériorisent la crise. Soit par extériorité objective pour toutes les couches et générations qui se retrouvent plus ou moins étrangères au mouvement ouvrier organisé ; tel est en particulier le cas de beaucoup de femmes, de jeunes et d'immigrés, pour

lesquels l'exclusion du travail ou une insertion précaire signifient une impossibilité, temporaire ou non, d'entrer en contact réel avec ce même mouvement ouvrier.

On voit ainsi se mettre en place les éléments d'une spirale : distanciation des liens entre les masses et les organisations, faiblesse des organisations, faiblesse des mobilisations sociales, désorientation politique des militants, politique des directions... Autant de facteurs qui se conjuguent et multiplient leurs effets désagrégateurs !

Cette spécificité de la crise actuelle doit amener à mettre en cause l'idée selon laquelle, *grosso modo*, les réponses empruntées aux expériences passées sont les réponses à la crise présente.

Ainsi de l'idée que la crise devrait se résoudre à travers des reclassements politiques de plus ou moins grande ampleur. Ce que pensent, en particulier, tous ceux qui considèrent que les recompositions sont appelées à se faire dans ou autour du PS... Il s'agit de plier la réalité au simple choix binaire : l'un ou l'autre... On peut penser que les mécanismes traditionnels de reclassements internes au mouvement ouvrier — entre PS et PCF, entre syndicats à direction communiste et syndicats à direction social-démocrate, entre PCF et extrême gauche, entre courants au sein de l'extrême gauche, etc. —, sont aujourd'hui en grande partie grippés. D'une part, parce que la crise de légitimité touche, même si c'est inégalement, toutes les organisations. D'autre part, parce que le type de liens, voire l'absence de liens, entre les larges masses et les grandes organisations interdit d'établir des corrélations mécaniques : entre phénomènes électoraux et adhésion politique, entre les phénomènes à l'œuvre dans certaines couches militantes et ce qui se produira demain dans le cadre d'une mobilisation sociale...

Surtout, une telle approche fait l'économie du contenu politique nécessaire à toute recomposition. Sans doute les masses sont susceptibles, à tel ou tel moment historique, de se tourner vers un parti, y voyant l'instrument politique de leur combat, quitte à l'investir d'un projet fort différent de ce qu'est réellement ce parti. Cela n'autorise pas, à partir d'un mouvement partiel, à décréter le sens général du mouvement de la classe, abstraction faite de l'ensemble des conditions politiques et sociales. Ainsi, il y a un pas considérable entre le constat que la majorité des travailleurs voit dans le vote pour le PS le recours nécessaire face à la droite, et l'extrapolation hasardeuse qui consiste à pronostiquer que les travailleurs vont se tourner vers le PS pour en faire leur parti, l'instrument de leur combat de

classe... Ce qui serait précisément passer vite sur l'ensemble des conditions politiques : l'expérience faite de la politique de ce parti, de sa place au regard des institutions bourgeoises, de son rapport à la classe ouvrière... Il est illusoire de croire que ces éléments sont absents de la perception que les travailleurs ont aujourd'hui du PS. Et il n'est pas sérieux de laisser entendre que de réelles recompositions politiques, permettant de dépasser la crise actuelle, pourraient faire l'économie du chaînon proprement politique : la reconstitution d'une nouvelle légitimité du combat de classe et des instruments de celui-ci.

L'autre schéma, inverse du précédent, peut consister à mettre uniquement l'accent sur le contenu politique. Ce qui reviendrait à considérer que la tâche pour les révolutionnaires peut se réduire à maintenir l'intransigeance de leur programme et la radicalité de leurs intentions, pour que, tôt ou tard, les travailleurs rallient ceux qui auront su passer la crise et rester purs... Le modèle, beau comme un rêve, paraît bien coupé de la réalité. Il risque fort de ressembler davantage à une opération « arche de Noé » qu'à une tactique révolutionnaire concrète qui suppose, au minimum, de se lier aux mouvements réels de la classe, même lorsqu'ils sont déconcertants. Il n'est certes pas possible de se confronter à cette crise sans être armé des indispensables éléments programmatiques et organisationnels qui sont l'expérience accumulée du mouvement ouvrier. Mais ce programme n'est pas un viatique et le souci principal ne doit pas être de le protéger, lui et l'organisation qui le défend, des éclaboussures ! Il faut, au contraire, comprendre deux choses. La première, que les travailleurs se reconnaîtront dans des réponses à cette crise, non pas sur la base des bilans du passé, mais dans l'actualité et l'efficacité de celles-ci. La seconde, que l'avenir des forces qui permettront ou non à ces idées de triompher se joue pour une part dans la capacité à surmonter l'actuel désarroi. Elles ne naîtront pas, demain, comme par miracle, au plus profond de la crise. Bref, il ne suffit pas de témoigner, il faut apporter, ici et maintenant, les réponses concrètes permettant de débloquer la situation...

Or, c'est possible, dans la mesure où cette crise produit des phénomènes profondément contradictoires. En tant que crise de légitimité, de ce fait désagrégatrice, elle interdit toute voie unique de sortie, toute solution simple, immédiate et unique... L'inversion des tendances à l'œuvre appelle nécessairement une réponse d'ensemble, complexe, demandant du temps. Mais, inversement, une telle situation, dans la-

quelle les choses ne sauraient se jouer à quitte ou double, en un seul coup, avec un seul partenaire, permet de faire se conjuguer des résistances et des forces multiples, porteuses d'expériences différentes, et de poser la totalité des questions liées à l'affirmation d'une possible perspective révolutionnaire. En contrepoint de la crise actuelle, on assiste à une multiplicité de recompositions, certes partielles et limitées, qui touchent tous les secteurs du mouvement ouvrier et soulèvent des questions communes. Qu'on songe aux évolutions profondes de bon nombre de militants de tradition communiste, à l'affirmation des courants lutte de classe dans les syndicats, aux contradictions qui travaillent le PS, aux bouleversements que connaît l'extrême gauche... Ces phénomènes indiquent, en filigrane, de quelles potentialités la situation présente est porteuse, et quels changements pourraient se produire dès lors que ces mouvements convergeraient en un projet commun, et embrayeraient sur une réactivation sociale.

La gravité et la spécificité de la crise actuelle du mouvement ouvrier génèrent donc des phénomènes originaux qui appellent une compréhension des contradictions nouvelles. Ainsi, la démoralisation et la démobilité sont incontestablement très grandes, mais en même temps les problèmes politiques de l'heure peuvent obliger à une rapide politisation. Qu'on pense à toutes les questions aujourd'hui concrètement posées : le chômage, les relations avec le tiers monde, les recherches scientifiques, les questions de la guerre et de la

paix, l'environnement, etc. Le débat politique apparaît au plus bas, mais c'est aussi qu'il ne s'agit plus simplement de confronter ce qui était présenté, à tort, comme des réponses urgentes à des problèmes simples : le choix entre différentes formes de passage au socialisme... Aujourd'hui, un débat politique apparaît en creux, plus difficile, mais aussi peut-être plus véridique, qui est de savoir comment ne pas céder sur la défense des intérêts immédiats des travailleurs, et comment lier ce combat à un projet révolutionnaire global. C'est-à-dire que, à la différence des suites d'une défaite, le monde ne se partage pas entre ceux qui n'y croient plus et ceux qui s'accrochent désespérément à leurs vieilles convictions et à leur ancienne organisation. La réalité est infiniment plus complexe...

Parce que « la crise est partout », non seulement les effets désagrégateurs de la « délégitimation » touchent, plus ou moins durement, toutes les organisations, mais, aux yeux des masses, c'est la totalité des « références ouvrières » traditionnelles qui, là encore inégalement, est mise en cause : efficacité du recours à la lutte collective, utilité des organisations, syndicales et politiques, réalité du projet d'émancipation sociale...

Face à ce qui menace d'être un naufrage, il ne saurait suffire de colmater et d'écooper. C'est une stratégie d'ensemble qui est nécessaire, pour assurer un « renversement dialectique » permettant d'impulser une (re)mobilisation politique qui pose, en termes

positifs, les questions de la lutte et de l'organisation. Notion de (re)mobilisation qui doit être prise dans un sens large, incluant non seulement une dimension d'action, mais aussi de relégitimation des valeurs ouvrières. Il s'agit de rompre avec la dynamique d'éclatement actuelle, qui tend de plus en plus à isoler le moment présent, pour le poser en rupture par rapport au passé, de fragmenter les thèmes d'intervention et de refuser une perspective globale, d'opposer les exigences de l'action et celles de l'organisation... Afin, au contraire, de retrouver une cohérence indispensable, qui lie les combats passés et ceux à venir, qui dynamise les luttes partielles et les inscrit dans un combat d'ensemble, et articule lutte et construction du parti.

Il ne peut s'agir que d'une œuvre de longue haleine, mais qui suppose, dans l'immédiat, de dépasser certaines contradictions apparentes. En impulsant des mobilisations, unitaires et immédiates, et en recréant la perspective d'ensemble de rupture avec le capitalisme, c'est-à-dire articuler action et réflexion. En combinant l'unité la plus large et la plus efficace possible, sur les questions clés de l'heure, et en travaillant à réorganiser les courants lutte de classe et les forces révolutionnaires, c'est-à-dire enrichir mutuellement politique de front unique et démarche de recomposition du mouvement ouvrier.

Autant de tâches ardues, mais dont l'urgence montre bien qu'il existe une issue à la situation actuelle, une réponse à la crise du mouvement ouvrier.

Francis Sitel

Plus que jamais d'actualité, l'unité dans la lutte...
1^{er} Mai 1980.



Le tour d'Europe de la flexibilité

Un entretien avec Robert Boyer

ROBERT BOYER, chercheur du CEPREMAP, est avec Michel Aglietta l'un des principaux théoriciens de l'école dite de la « régulation » du capitalisme, un courant de pensée issu du marxisme et dont l'influence n'a cessé de croître ces dernières années dans des milieux assez divers, universitaires, politiques et syndicaux. Il vient de publier aux éditions La Découverte un ouvrage collectif sur *la Flexibilité du travail en Europe*, résultat du travail coordonné d'économistes de divers pays de la CEE.

Après sept chapitres consacrés à l'évolution récente des relations et de l'organisation du travail dans sept pays de la Communauté, Robert Boyer propose une synthèse fort intéressante par certains aspects, mais également fort contestable par d'autres aspects.

Fort intéressante quand il distingue les divers sens recouverts par le terme passe-partout de « flexibilité » et met en évidence les enjeux et les risques des choix patronaux inspirés d'un ultra-libéralisme dogmatique. R. Boyer distingue cinq champs d'application du terme « flexibilité » :

1. L'organisation de la production : les « équipements flexibles » peuvent, de par le caractère facilement modifiable des programmes informatiques qui commandent leur fonctionnement, être adaptés assez rapidement aux variations de la demande de la clientèle ; ils peuvent éventuellement être reconvertis en vue de productions différentes fabriquées en séries plus courtes que par le passé.

2. La hiérarchie des qualifications : il s'agit alors de « l'adaptabilité des travailleurs à des tâches variées, complexes ou non », par le développement de la polyvalence ouvrière, de la qualification, de la rotation des postes, ou de la proximité entre production, contrôle et programmation ; les sociologues du LEST¹ ont ainsi montré le contraste à cet égard entre la France (avec un système scolaire de formation technique peu développé et dévalorisé, des qualifications ouvrières souvent acquises « sur le tas » et attachées à un poste déterminé, un poids important et très « politique » de la maîtrise comme couche de contrôle des exécutants) et la RFA (où l'enseignement technique forme la grande majorité des ouvriers, dispose de moyens abondants et délivre des diplômes fort reconnus, qui facilitent la mobilité entre postes et entre entreprises).

3. La mobilité des travailleurs : des obstacles soit au droit de licenciement, soit aux possibilités pour les travailleurs de changer de région (problème du logement) ou d'entreprise (avantages sociaux spécifiques dissuadant de quitter l'entreprise) peuvent freiner les redéploiements du capital en introduisant des « rigidités ».

4. La formation des salaires : à l'existence du SMIC, de conventions collectives et de lois (« à travail égal, salaire égal ») s'oppose la vision d'un salaire flexible, fonction des performances de l'entreprise et du niveau de chômage.

5. La couverture sociale : l'allègement des charges salariales et sociales permettrait de favoriser l'embauche, tandis que le système national de sécurité sociale céderait la place aux assurances privées plus souples et modulables selon les besoins... et les possibilités de chacun.

S'appuyant sur ces distinctions, R. Boyer critique les flexibilités n° 3, 4 et 5, qualifiées de « flexibilités défensives », porteuses de régression sociale et de conflits explosifs. Il démontre par exemple que la libéralisation du droit de licenciement ou la suppression des seuils légaux et sociaux n'auraient guère d'effets positifs sur l'emploi. Il conteste fort pertinemment qu'une plus grande rigidité des salaires soit cause de chômage, montrant d'ailleurs les contradictions flagrantes entre les différentes études faites sur le sujet, certains auteurs classant les USA parmi les pays

rigides et la France parmi les plus flexibles, d'autres aboutissant aux conclusions inverses.

En revanche, plus problématique semble sa valorisation d'une « flexibilité offensive » qui serait basée sur les flexibilités 1 et 2, tout en acceptant des éléments de flexibilité des salaires ou de renégociation des modes de protection sociale. L'idée essentielle de R. Boyer — comme des autres auteurs « régulationnistes » — est qu'il ne sert à rien de s'accrocher aux acquis de la période d'expansion, mais qu'il faut s'insérer dans une renégociation globale du « rapport salarial » (conditions et horaires de travail, gestion de la main-d'œuvre, salaires, protection sociale...) afin d'éviter que le patronat ne donne intégralement libre cours à sa rage destructrice et dérégulatrice.

D'où la mise en avant de la « recherche d'organisation du travail et d'équipements mettant en œuvre une spécialisation flexible ; l'objectif de formation et de qualification de la main-d'œuvre visant à une certaine polyvalence ; le redéploiement des interventions publiques et de la législation du travail », bref, une flexibilisation sans régression sociale.

Quel est le réalisme d'une telle démarche dans un pays comme la France ? Permettrait-elle une reprise de la croissance et la résorption du chômage ? Renforcerait-elle le mouvement ouvrier ou accélérerait-elle son adhésion aux objectifs patronaux et son intégration ? Sur ces questions, ainsi que sur le bilan de la gauche et les perspectives du socialisme aujourd'hui, le débat n'est pas clos, loin de là.

1. Laboratoire d'économie et de sociologie du travail, CNRS, Aix-en-Provence : *Politique d'éducation et organisation industrielle en France et en Allemagne*, Maurice, Sellier et Silvestre. PUF, 1982.

■ *Le chapitre de votre livre concernant la France, qui a été rédigé par P. Petit, s'arrête malheureusement en 1983 et semble particulièrement euphorique en ce qui concerne les perspectives ouvertes par les lois Auroux et la politique « active et multiforme » de l'emploi menée par le gouvernement de gauche. Trois ans après, il semble qu'il faille déchanter : loin d'enclencher une dynamique de transformation sociale favorable aux travailleurs, les lois Auroux (en particulier sur l'expression directe et sur l'obligation de négocier) ont été directement utilisées par les directions d'entreprise pour lancer leurs nouvelles politiques sociales : cercles de qualité, individualisation des salaires, etc.*

Robert Boyer. — Une première raison bien matérielle explique en effet cette particularité : le chapitre sur la France a été rédigé pour l'essentiel en 1984. D'autre part, la plupart des auteurs du livre ne sont pas des sociologues ou des enquêteurs de terrain, mais plutôt des économistes et des observateurs des débats sociaux. Quant au fond de la question (et ici je n'engage que moi, bien sûr), je crois qu'en 1981 comme en 1986, la gauche a voulu réaliser une avancée, consolider un rapport de forces. Mais dans les deux cas, à cause de l'état des structures industrielles et des relations sociales, elle a en fait « redonné la main » aux patrons. Ceux-ci ont assez vite repris immédiatement l'initiative, alors que les directions syndicales ont été complètement débordées. A la racine de ce phénomène, se trouve, à mon avis, la sous-estimation de la gravité réelle de la crise. Malgré

les déclarations du Projet socialiste sur son caractère structurel, les socialistes ont fait comme si dans l'économie tout fonctionnait comme avant ; comme s'il n'y avait pas depuis 1978 baisse de la syndicalisation, recul des mouvements revendicatifs, pression du chômage, et développement d'initiatives patronales tous azimuts.

Peut-être verra-t-on, dans le long terme, que le recentrage des négociations dans l'entreprise qu'initient les lois Auroux est une avancée favorable aux travailleurs ; mais dans la situation actuelle, il est clair qu'elles ont servi au patronat pour fragmenter, individualiser les statuts, entreprise par entreprise. Si on décentralise au moment où même les bastions (sidérurgie, automobile...) sont en crise, où les solidarités s'affaiblissent, alors on précarise l'ensemble des situations, on est renvoyé au rapport de forces local qui est rarement bon. Mais ça n'est pas nécessairement un signe de machiavélisme de la part des socialistes, plutôt une erreur d'appréciation ; qui finalement a laissé libre cours à une ruse de l'histoire. On dénonçait la crise, sans se rendre compte qu'elle était réelle, qu'elle empêchait une reprise durable de la croissance par une relance économique type « Mai 68 ». Alors la stratégie s'est désarticulée, et on est arrivé à cette « déroute silencieuse » qui s'est produite entre juin 1982 et mars 1983, cet enterrement sans gloire et dissimulé de tous les projets antérieurs.

■ *Sans parler de machiavélisme, peut-on vraiment réduire à une simple erreur d'appréciation la véritable aversion qu'a eue en permanence le gouver-*

nement à l'égard de la mobilisation des travailleurs ? Le fait qu'il n'a jamais cherché à s'appuyer, encore moins à susciter, la mise en mouvement de sa base sociale supposée ? N'est-ce pas une manière indirecte de voir que les dirigeants de gauche avaient bien compris la profondeur de la crise mais n'avaient pas envie de se laisser pousser par un éventuel mouvement social là où ils ne souhaitaient pas aller ?

Au contraire, en effet, le gouvernement a désamorcé tout mouvement social. Il est assez incroyable de constater qu'en cinq ans il n'y a pas eu une seule grande manifestation du peuple de gauche, même symbolique, emblématique, qui aurait retranscrit l'unité antérieure. « Rentrez chez vous, nous faisons les bonnes lois, soyez tranquilles », tel était le mot d'ordre. Mais les travailleurs étaient tellement calmes qu'au contraire c'était les classes moyennes qui défilaient dans les rues. Relancer la mécanique keynésienne, puis ensuite éventuellement engager une transformation sociale, définissait une vision terriblement datée ; « reflater, redistribuer, restructurer », la recette keynésienne des années trente était reprise telle quelle. Le PCF continue seul aujourd'hui dans cette logique, celle d'une augmentation des salaires et de la consommation populaire comme moteurs de la sortie de crise.

■ **Le cas de l'Espagne, développé dans votre livre, est assez éclairant lui aussi : le PSOE, comme le PS français, mais avec encore moins d'états d'âme, applique une politique libérale classique et même plutôt ultra. La crise a laminé l'espace disponible pour des politiques économiques social-démocrates.**

Attention, ce n'est pas vrai dans des pays comme la Suède ou l'Autriche. La social-démocratie est un courant politique qui considère comme nécessaire une forme de compromis capital/travail mais à condition qu'il soit compatible avec la compétitivité sur le plan international. Dans ces pays, la gestion de la crise est beaucoup plus solidaire, la segmentation du salariat est bien plus faible, le chômage moins élevé, bien qu'ils aient parfaitement intériorisé les contraintes du libre-échange et du redéploiement international.

■ **Mais dans les pays où ce compromis social-démocrate n'est pas enraciné, c'est-à-dire dans la plupart des pays d'Europe, et dans le reste du monde, l'ensemble des bourgeoisies mènent une offensive généralisée contre les positions acquises par les salariés ; aucune**



La réalité de la flexibilité : chômage et petits boulots. Marseille, avril 1985 : jeunes employés comme TUC dans le métro.

ne cherche pour l'instant à renouer des compromis, l'heure est plutôt à l'affrontement, et les partis socialistes ne sont pas les derniers à mener cette offensive comme on l'a vu en France, en Espagne et en Grèce...

Le problème est que les socialistes ont pensé que la politique économique fonctionnait selon le principe du tiers exclu : s'ils s'étaient trompés en relançant, c'est que Barre avait raison, et qu'il fallait une politique d'austérité. C'est l'indice d'un terrible déficit d'imagination, alors que la crise est multiforme et appelle des réponses différenciées, qui peuvent combiner des éléments apparemment issus de politiques apparemment opposées, sans oublier un considérable effort d'innovation.

Nous suggérons ainsi dans le livre qu'une politique de rigueur salariale ne devrait en aucun cas être doublée de restrictions budgétaires, faute de quoi l'enfoncement cumulatif dans la récession est inévitable. Mais les sociaux-démocrates n'ont pas compris qu'ils sont aujourd'hui dans une situation radicalement différente des années trente : à l'époque, leur programme constitutif (consolidation du salariat, création de la Sécurité sociale, relance de la demande effective) constituait réellement un chemin de sortie de crise au moins partiel, et ouvrait la voie au mode de régulation de l'après-guerre et à l'ère de la consommation de masse. Aujourd'hui, alors que c'est justement ce mode de régulation qui est entré dans une crise prolongée (d'ailleurs beaucoup plus grave que celle des années trente parce que le capitalisme a pénétré beaucoup plus profondément l'ensemble des mécanismes de nos sociétés), les sociaux-démocrates ne sont plus natu-

rellement porteurs de solutions. Comme ils constatent que leur programme ne marche pas, ils adoptent alors celui de leurs adversaires politiques en se vantant de l'appliquer plus humainement, plus doucement. Combien de fois Fabius, alors Premier ministre, l'a-t-il répété ? Mais c'est un profond désarroi, au fond c'est le désarroi complet, renforcé par le discrédit du modèle de l'économie socialiste planifiée et l'absence d'un modèle alternatif à peu près cohérent et mobilisateur. Notre époque est marquée par un terrible déficit d'imagination sociale.

■ **Ce que je reprocherais à certains passages de votre analyse, c'est une tendance à l'euphémisme. Ainsi, dans les dernières lignes d'une contribution décrivant de façon particulièrement crue la politique menée par les socialistes espagnols, L. Toharia suggère que la légère amélioration de l'indemnisation du chômage intervenue en 1985 peut « constituer un des éléments principaux de la définition d'un nouveau rapport salarial », sous-entendu un compromis possible. Pour revenir à ma question, où donc la bourgeoisie accepte-t-elle à l'heure actuelle en Europe un véritable compromis ? L'exemple de l'Italie illustre fort bien comment l'outil de la flexibilité est solidement tenu en main par le patronat pour contourner puis détruire les positions de force acquises par le mouvement ouvrier autour de 1969-1970 ; l'explosion du travail noir ou semi-clandestin, des PMI familiales, du travail à domicile, ressuscite des rapports sociaux du XIX^e siècle. On voit mal comment les travailleurs pourraient s'emparer de la « flexibilité » et la retourner à leur avantage, puisque c'est la politique même qui liquide leurs**

conquêtes et les ramène quasiment cent ans en arrière...

Oui, mais l'Italie est un mélange d'archaïsme social, certes, mais aussi de modernité technologique, qui plus est adossé aux structures de l'Etat-providence (la Cassa integrazione) qui a considérablement facilité les restructurations en diminuant leur conflictualité. On ne peut pas comparer cela à un archaïsme pur du type de la confection dans le Sentier à Paris. Mais il est vrai que pour l'ouvrier de Fiat le rapport de forces est inversé, et qu'il ne reste plus grand-chose à négocier ; l'affaire de la « flexibilité offensive » est réglée... Car la « flexibilité offensive » est une stratégie qui suppose deux conditions : d'abord que les deux partenaires, patrons et syndicats, parviennent à un accord ; et qu'ils s'y prennent assez tôt. Or aujourd'hui, le tour d'Europe que propose le livre fait partout ressortir une reprise incroyable de l'initiative par les patronats : maintenant qu'ils ne sont plus trop gênés par les contre-pouvoirs syndicaux, la tentation d'aller le plus loin possible est forte. D'autre part, et c'est ce que je redoute pour la France, si les entreprises réagissent trop tardivement, comptant sur les ENCAS, le « SMIC jeune », bref, de petites flexibilités défensives, et négligent la formation, alors plus dure sera la chute. L'industrie automobile française par exemple a choisi dans les années soixante une stratégie de déqualification et de bas salaires : « Les ouvriers français ne veulent plus de la chaîne ? Alors on va chercher des paysans bretons, des Turcs, des Yougoslaves, des Marocains, qu'on pourra payer le SMIC sans les former. » Et vingt ans après, il ne reste plus qu'à les licencier, car leur reconversion est plus que difficile et le dialogue social n'existe pas. On est donc bien loin de la flexibilité offensive, qu'il aurait fallu jouer dans les années soixante-dix, comme le firent Volkswagen ou Fiat.

■ *La flexibilité offensive de Fiat a quand même commencé par quarante mille licenciements...*

Oui, quand je parle de flexibilité offensive, c'est vrai que j'ai dans l'idée qu'elle doit être offensive du point de vue des travailleurs, mais force est de constater qu'elle l'est souvent du point de vue patronal.

■ *Il y a quand même un pays où le patronat mène une politique qui correspond grosso modo à ce que tu appelles une flexibilité offensive, c'est la RFA. S'appuyant sur des positions dominantes sur le marché mondial dans des secteurs-clés, sur un système très rodé*

de formation ouvrière et un développement de la qualification et de la polyvalence ouvrière depuis au moins une dizaine d'années, le patronat allemand n'en a pas moins imposé un chômage de masse, tout à fait comparable à celui de la France ou de l'Italie. Alors la flexibilité comme outil de compétitivité, oui, mais pour faire reculer le chômage...

En effet, le capitalisme allemand, de longue date, a su jouer la qualification et la mobilité ouvrière volontaire ; au contraire du patronat français. Les sociologues du LEST ont montré que la mobilité entre entreprises et secteurs avait considérablement augmenté en RFA depuis le début de la crise, grâce à l'efficacité du système de formation et à la valeur des diplômes de l'enseignement professionnel, alors qu'en France les formations « maison » ont eu pour effet de freiner la mobilité volontaire dès lors que l'emploi a commencé à baisser. Alors effectivement, les Allemands disposent d'excédents commerciaux considérables, d'une monnaie très forte, et au lieu d'utiliser ces ressources pour relancer l'économie et réduire le chômage, comme on le ferait en France, ils continuent des politiques restrictives très prudentes et maintiennent un chômage important. Pour les comprendre, il faut se rendre compte que les Allemands ne jouent pas le même jeu que nous : nous espérons être brillants seconds ou brillants troisièmes au niveau européen, ils visent à être les premiers ou les seconds dans le monde. D'où cette véritable obsession de la compétitivité, cette angoisse (qui dure depuis quinze ans !) du « déclin » allemand, parce qu'ils ne veulent absolument pas louper le coche de la troisième révolution industrielle, mais prendre en tête le train de la prochaine phase d'expansion.

Deuxième problème : aussi puissante que soit l'industrie allemande, ce n'est pas elle qui détermine la vitesse de croissance de l'économie mondiale, et la relative stagnation actuelle les prive d'une soupape de sûreté importante ; le chômage de masse en Europe repose en partie sur cette dépendance vis-à-vis des marchés mondiaux.

Enfin et surtout, si on voit bien comment est en train de se restructurer l'appareil de production autour de la robotique et de l'électronique, rien d'aussi clair ne se dessine pour la consommation. Les micros-ordinateurs domestiques ou la vidéo se développent, certes, mais dans des proportions qui n'ont rien de comparable avec ce que représentait l'automobile ou le bâtiment dans la croissance d'après-guerre. C'est là que le bât blesse : l'absence de dynamique des biens de

consommation réduit les investissements à un simple rôle de rationalisation, donc de création de chômage, au lieu d'étendre le volume de la production et des marchés. Et on ne voit toujours pas quelles nouvelles valeurs d'usage pourraient prendre le relais de la consommation de masse fordiste.

Dans ces conditions, la flexibilité offensive n'est évidemment pas la solution unique à tous les problèmes, mais il va de soi que mieux vaut une adaptation « progressiste » et négociée que défensive et subie à la nouvelle donne socio-économique.

■ *Pour revenir en France, à ta distinction offensive/défensive, il me semble que le patronat a une vision très différente mais guère progressiste de la flexibilité : les nouvelles politiques patronales dans les entreprises sont souvent inspirées d'un projet fort précis : combinant les précarités (contrats à durée déterminée, mi-temps, TUC ou stagiaires, intérim...), l'asservissement au rythme de l'entreprise (modulation des horaires, travail en équipes, de week-end...) et certaines formes d'intégration (cercles de qualité, intéressement aux bénéfices, individualisation, marginalisation des syndicats), le modèle étant « l'entreprise du troisième type », ou la japonaise... Penses-tu que le patronat soit disposé à négocier ce type de projet contre un autre ?*

Au temps de la croissance rapide, alors que les salariés savaient que le risque du chômage était presque nul, ils pouvaient imposer des hausses de salaires, que les entreprises récupéraient par des hausses de prix, le jeu étant très stable. Maintenant que le chômage pèse de tout son poids, les patrons peuvent pratiquement imposer ce qu'ils veulent. Mais à mon sens, baisser les salaires, licencier et précariser, n'est pas la bonne manière de préparer les rapports de travail et les qualifications dont l'industrie de demain aura besoin, c'est prendre en outre le risque d'affrontements sociaux désespérés du type de la grève des mineurs britanniques, qui sont extrêmement coûteux y compris pour les profits patronaux.

■ *Mais le patronat français ne cherche pas l'affrontement direct comme Thatcher, le dosage dans l'application des projets est différent ; pour autant les modèles sociaux en voie de réalisation se ressemblent fort, une société de précarité et d'exclusion, avec une segmentation de plus en plus poussée du marché du travail et des marchés de consommation ; et où la reconcentration des revenus au profit des couches salariées supérieures ou non salariées*

peut à terme redonner un dynamisme à la consommation, non plus de masse mais d'élite...

L'image de la société duale est vraiment dépassée aujourd'hui, elle renvoie à une période pépère, avec les travailleurs stables d'un côté, les intérimaires de l'autre... Aujourd'hui c'est plutôt l'émiettement : ça commence par les jeunes qui n'ont pas encore réussi à travailler, puis les immigrés, les femmes, puis les salariés des petites entreprises, etc. Les statuts se craquèrent les uns après les autres au gré des rapports de forces. L'imagerie à la de Closets, avec les nantis d'un côté, les exclus de l'autre, est tout à fait simpliste. En fait la segmentation est beaucoup plus multiforme, et chacun se trouve dans une position où il a l'impression d'avoir un avantage à défendre par rapport à une catégorie plus défavorisée. Est-ce que ce type de situation sociale est viable à terme ? Je ne pense pas, je renvoie à l'article de Steinberg dans *Critique de l'économie politique* n° 31 sur les politiques néo-libérales aux USA et en Angleterre : il montre qu'en effet la distribution des revenus aux USA est devenue bi-modale. D'un côté, les cadres, les financiers, les professions libérales qui gagnent énormément d'argent ; de l'autre, les gardiens d'immeuble, les employés du commerce à temps partiel, etc., qui sont fort médiocrement payés. Or le marché des biens sophistiqués, destinés à des couches privilégiées, ne semble absolument pas suffisant pour relancer une dynamique stable. Sternberg estime au contraire que la reprise américaine est basée sur la croissance des dépenses militaires et pas du tout sur la reprise de la consommation des riches qui auraient embauché des salariés à leur service, comme le prévoyait le projet reaganien (enrichir les riches pour donner du travail aux chômeurs).

■ *Quoi qu'on pense des stratégies libérales des bourgeoisies occidentales, et même si, comme tu le dis, il ne semble pas qu'elles dessinent une sortie de crise viable, il reste que ces politiques, ils les mènent, et même très énergiquement. Plutôt que de tenter de les infléchir vers plus de douceur et plus d'intelligence du long terme, ce qui me semble largement illusoire, ne vaudrait-il pas mieux tenter de recomposer un projet stratégique véritablement alternatif, qui serait à la fois un stimulant à la résistance des travailleurs contre les attaques des ultra-libéraux et une perspective autonome de long terme pas moins crédible que celle de la bourgeoisie ? Le socialisme autogestionnaire, le système économique imaginé autrefois*

sous le nom de planification démocratique te semblent-ils définitivement discrédités ? Le capitalisme doit-il être notre « horizon indépassable » ?

De longue date, les « régulationnistes » ont essayé de réfléchir à des alternatives, des stratégies différentes de la simple « modernisation » qui semble faire consensus aujourd'hui. Mais il faut reconnaître qu'ils n'ont guère été écoutés, par exemple le livre de Lipietz (*L'Audace et l'enlisement*) qui tombait pourtant à point nommé dans la conjoncture politique n'a pas suscité les débats attendus. Alors nous sommes obligés de nous insérer dans un débat dont nous n'avons pas choisi les termes, celui de la « modernisation », comme emportés par le torrent, un cours des événements qui nous échappe. « Si on est réduit à faire de la flexibilité, alors au moins qu'elle soit positive, progressive et non purement déstabilisante ». Ce message peut sembler dérisoire, mais la régression du débat social nous amène là. Parmi les quelques idées que nous suggérons après 1981, par exemple que la relance n'était pas suffisante et que la profondeur de la crise obligeait à rechercher une nouvelle donne sociale, peu ont été entendues par la gauche.

■ *Le discours de Lipietz a explicitement trois niveaux : 1. Bien sûr, la révolution et le socialisme seraient l'idéal mais personne n'y croit plus, alors... 2. Il faut développer des logiques alternatives à l'intérieur même du système (les coopératives, les associations, voire les TUC...) et comme ça ne marche guère non plus. 3. Il faut peser sur les politiques menées pour limiter les dégâts...*

A ce titre, le problème actuel est peut-être de remonter du troisième niveau au deuxième. Car on peut toujours affirmer qu'il est intolérable que le chômage se développe, que la modernisation du capitalisme n'est pas notre problème, etc., mais la question cruciale est celle du modèle alternatif. Je ne suis pas sûr que même si un puissant mouvement social alternatif se développait il rencontrerait un projet global cohérent. Par exemple, quand certains parlent des besoins sociaux qui devraient commander le développement économique, cette notion du besoin social, de son origine et de son expression, indépendamment des conditions forgées par le capitalisme lui-même, pose problème.

Mais les « régulationnistes », même s'ils ont souligné les facultés d'adaptation du capitalisme, n'ont jamais affirmé que celui-ci était indépassable. Par opposition, les trotskystes par exemple avaient l'habitude à chaque grande crise

de dire que la survie du capitalisme était en jeu, ce qui était vrai, mais en sous-estimant la plasticité du système, sa faculté de récupération. En même temps, dans un article de *Critique de l'économie politique* en 1979, je disais moi-même que la grande crise actuelle est structurellement beaucoup plus grave que la crise des années trente. Le capitalisme a densifié tous les réseaux de contrôle de la société, il internalise les contradictions auxquelles il échappait autrefois par la fuite en avant. Peut-être est-il encore susceptible de les internaliser un peu plus (ce serait l'idée des flexibilités offensives), tout aussi bien le système peut s'effondrer sous l'effet d'une crise financière, d'une guerre. Mais contrairement à ce qu'affirmait F. Partant dans *Que la crise s'aggrave*, l'idée que de l'effondrement du système capitaliste pourrait surgir le socialisme me paraît dramatiquement fautive : des formes de barbarie tout à fait imprévisibles peuvent en résulter tout aussi bien. La société alternative issue de la généralisation du stade du Heysel, non merci ! Le drame est que le mouvement ouvrier n'est plus porteur d'un modèle de société mobilisateur : le modèle social-démocrate traditionnel n'est plus viable, le modèle du « socialisme réel » (dont le PCF ne s'est jamais vraiment détaché) est discrédité par l'expérience de l'URSS.

■ *Les « régulationnistes » ne sont visiblement pas tous d'accord sur ces points, puisque Aglietta, dans les Métamorphoses de la société salariale, adhère totalement à la vision d'une société en voie d'unification où l'antagonisme capital-travail a disparu.*

Sur ce point, je ne suis pas Aglietta, je continue à croire que les conflits concernent d'abord et surtout la place dans les rapports de production et désignent donc des luttes de classe (cf. la flexibilité) et ne sont qu'en suite des « luttes de classement » internes au salariat, à mon sens la crise actuelle n'est pas une simple « mutation » d'où surgira enfin la modernité, mais bien une crise structurelle profonde du mode de production capitaliste.

Certes, une crise financière généralisée peut saper les bases du système actuel, mais j'ai de sérieux doutes sur les modèles alternatifs, même du type autogestion. Qu'est-ce que l'autogestion, finalement, sinon une manière de miner l'action du marché capitaliste ? Oscar Lange, pour convaincre de la supériorité économique du socialisme, démontrait qu'il réalisait le marché parfait, donc un optimum. C'est une perspective bien peu exaltante. En outre, l'autogestion n'exclut pas du tout

des rapports de concurrence ou d'auto-exploitation, comme on l'a vu en Yougoslavie ; c'est que l'autogestion est encore un système dans lequel la socialisation continue de passer par l'échange marchand et ses conséquences sur l'inégalité et la concentration du pouvoir économique...

■ *Le postulat du capitalisme indépassable repose quand même sur une ignorance complète de la richesse des expériences concrètes. Par exemple la Yougoslavie a connu entre 1955 et 1961 une combinaison tout à fait intéressante de planification réellement centralisée et d'autogestion réellement démocratique, mais qui a buté sur la violence des contradictions nationales dans le pays. Ne penses-tu pas qu'une élaboration en ce sens — planification et démocratie — serait très utile ?*

Le modèle yougoslave a été un parmi d'autres, dans une longue série : les modèles soviétique, suédois, autrichien, cubain ont successivement attiré l'attention ; aujourd'hui, l'opinion se tourne vers le modèle japonais, quitte à l'enrichir de plus de pluralisme et de droits démocratiques (comme si d'ailleurs le modèle japonais pouvait fonctionner dans les sociétés conflictuelles et déchirées qui sont celles de l'Europe...). C'est l'indice d'une véritable obsession du technologique, comme si tout le monde avait repris le *credo* marxiste, selon lequel un mode de production qui contribue au développement des forces productives était naturellement progressiste en termes sociaux. Certes, jusqu'à présent, on n'a pas trouvé mieux que le capitalisme pour développer les forces productives, mais la modernité technologique dont on nous parle tant fait passer au second plan, voire oublier la modernité sociale, l'invention de rapports sociaux différents. Il faudrait vraiment réfléchir à autre chose, par exemple à un mode de socialisation pour partie non marchand. Je me demande par exemple si S.-C. Kolm n'a pas raison de chercher dans cette direction, s'il ne pose pas la vraie question, quand il parle de « réciprocité générale », etc. Pour ma part, j'ai une vision beaucoup plus modeste de mon rôle d'intellectuel. Si je peux contribuer à montrer la diversité des transformations possibles du rapport salarial dans les pays capitalistes développés, c'est déjà pas mal... Contester la vision d'un déterminisme strict par la technique et l'économie, n'est-ce pas contribuer à l'émergence d'un programme politique alternatif ?

Propos recueillis
par Michel Dupont



Nouvelles technologies dans l'industrie : vers la fin du taylorisme ?

Maurice DUBOIS

NOUS entrons dans la troisième révolution technologique. Après la vapeur, après l'électricité, c'est autour de l'électronique et de ses applications qu'est en train de se restructurer le système productif dans les pays capitalistes avancés. Phénomène inégal, lent et tâtonnant, aux rythmes très divers selon les entreprises, les secteurs, les pays, mais phénomène indéniable. Commencée au cours des décennies cinquante et soixante dans des secteurs de pointe, essentiellement l'aéronautique et le nucléaire, la phase actuelle de l'automatisation, basée dans l'industrie sur les machines-outils à commande numérique et les robots électroniques, dans les services sur la bureautique, pénètre aujourd'hui tous les secteurs.

On peut distinguer au moins trois grands types de débats suscités par cette troisième révolution technologique :

1. La généralisation des équipements incorporant des systèmes informatiques et électroniques est-elle susceptible de permettre une croissance décisive des gains de productivité, couplée à un abaissement important du coût relatif des investissements, qui déboucherait vers une relance de la dynamique d'accumulation capitaliste et une **sortie de l'onde longue récessive** actuelle ?

2. Puisque, comme c'est maintenant admis par tous les experts, les industries « locomotives » de cette éventuelle reprise (électronique et informatique) s'avèrent inapte à créer les millions d'emplois détruits par l'obsolescence ou la modernisation des anciennes industries, quel **nouveau modèle social**, alternatif au modèle « fordiste » de l'emploi stable et de la consommation de masse, va pouvoir assurer une nouvelle cohérence entre production et débouché ?

3. A l'intérieur des entreprises, alors que la parcellisation extrême et la déqualification des tâches héritées du taylorisme semblent un obstacle à l'introduction et à l'utilisation optimale des « nouvelles technologies », quels **nouveaux rapports de production** vont se nouer entre patrons et salariés, et à l'intérieur même de la classe ouvrière ?

La multiplication d'études et de réflexions menées en particulier par des sociologues du travail au cours des dernières années justifie de tenter ici une synthèse de quelques conclusions provisoires concernant le troisième débat évoqué.

La plupart des sociologues du travail d'inspiration plus ou moins directement marxiste, depuis G. Friedman et P. Naville dans les années cinquante, puis A. Touraine et S. Mallet dans les années soixante, montraient que le progrès technique en régime capitaliste tend à faire

disparaître les métiers ouvriers traditionnels, fondés sur une compétence professionnelle très poussée et sur un degré élevé de contrôle des processus concrets du travail et suscite à la place une double tendance : la « dégradation de l'habileté professionnelle ¹ » et l'accroissement du nombre d'ouvriers sans qualification, d'une part, mais aussi l'apparition de « nouveaux métiers qualifiés » (construction de machines, régleurs, agents d'entretien, techniciens...). Pour certains, comme S. Mallet, cette « nouvelle classe ouvrière » (1963) occupait « l'avant-garde du mouvement révolutionnaire et socialiste » par sa tendance naturelle à subvertir les rapports sociaux en opposant sa compétence et sa qualification à la toute-puissance arbitraire du capital.

Le pronostic de la déqualification ouvrière...

Au début des années soixante-dix, une thèse qui prolonge et contredit les travaux antérieurs se développe puissamment : selon Braverman ², le progrès technique mis en œuvre par les capitalistes vise consciemment à éliminer le plus possible l'intervention des travailleurs dans la production, et à déqualifier au maximum le travail non immédiatement éliminable. L'objectif patronal est en permanence de se délivrer des aléas que lui impose sa main-d'œuvre (absentéisme, conflits sociaux, mauvaise qualité, résistance à l'intensification de travail), et de parcelliser les tâches afin d'exercer un contrôle absolu sur les travailleurs. Le capital accroît ainsi sans cesse sa domination sur la classe ouvrière ; les compétences et les savoir-faire autrefois détenus par les ouvriers sont maintenant concentrés dans les mains des ingénieurs et techniciens, instruments objectifs et bénéficiaires de la toute-puissance du capital. Il s'agit du « processus de surqualification-déqualification de la force de travail ³ », qui consacre une polarisation sans cesse croissante entre une minorité de plus en plus qualifiée et une majorité d'OS interchangeable. Alors que le progrès technologique était auparavant présenté comme libérateur, du moins comme enjeu de luttes et porteur de potentialités progressistes, cette nouvelle thèse, sans doute influencée par la révolution culturelle chinoise ainsi que par les courants freudo-marxistes et écologistes, le désigne comme instrument privilégié d'approfondissement de l'oppression capitaliste.

Une **première limite importante** à cette thèse, c'est qu'elle prend un peu trop pour argent comptant les

Tableau 1
Effectifs de la classe ouvrière aux recensements
(chômeurs compris)

	1962	1975	1982
Techniciens	344	759	922
Contremaîtres	306	443	464
OQ	2 286	2 986	3 292
OS	2 394	2 947	2 605
Manœuvres et autres ouvriers	2 074	1 831	1 905
Total	7 404	8 966	9 188

Tableau 2
Effectifs employés à plein temps

	1962	1975	1982
Techniciens	236	546	660
Contremaîtres	348	452	436
OQ	2 078	3 201	2 956
OS	2 156	2 397	1 758
Manœuvres et autres ouvriers	837	674	414

Source : Déclarations annuelles des salaires.

prétentions tayloriennes à imposer le « one best way », la « seule bonne manière » de réaliser une opération de production. Dans la réalité, même les OS les plus « déqualifiés » ne sont pas des automates accomplissant mécaniquement des gestes purement routiniers et imposés par le bureau des méthodes : sans une certaine initiative, une dose de créativité et d'invention des OS, aucune chaîne ne fonctionnerait correctement. Le principe même de la grève du zèle, application stricte et exclusive des « méthodes » qui aboutit au blocage de la production, témoigne de ce maintien incompressible des « qualifications tacites » des ouvriers. R. Linhart, dans son remarquable livre (*l'Etabli*), décrit très bien comment un tour de main bien particulier est indispensable pour monter un siège de 2 CV.

Mais surtout c'est le pronostic sur le futur de la classe ouvrière qui doit aujourd'hui être quelque peu nuancé. Certes, l'analyse et la critique du progrès capitaliste constituent des acquis importants qu'il convient de défendre contre la vague pseudo-moderniste. A cet égard le livre de la CFDT sur *les Dégâts du progrès*, (1977), que la confédération d'aujourd'hui voudrait bien n'avoir jamais publié, mérite d'être relu et discuté pour les éléments critiques et anticapitalistes qui y abondent. Plus fondamentalement, l'idée qu'un système technique n'est pas indépendant des rapports de production au sein des entreprises ni des relations du pouvoir dans la société est un acquis essentiel⁴ pour la pensée marxiste : comme l'écrivait A. Gorz, « la volonté de domination est profondément inscrite dans la nature des machines, dans l'organisation de la production, dans la division du travail qu'elle matérialise⁵ ».

Cependant, si caractériser l'évolution du salariat au cours des années cinquante et soixante en terme de « déqualification/surqualification » apparaît assez pertinent, il n'en va plus tout à fait de même depuis que l'éclatement de la crise et l'entrée à marche forcée dans la troisième révolution technologique ont reformulé les données du problème.

... doit être revu et corrigé

Les adversaires de la théorie de la déqualification avancent souvent l'argument suivant : comment concilier cette thèse avec l'évidence du poids sans cesse croissant des ouvriers qualifiés et techniciens au sein de la classe ouvrière ? Les chiffres tirés des recensements sont en apparence clairs (cf. tableau 1) : le développement de la catégorie des OS était presque aussi rapide que celui des OQ (+ 1,6 % par an contre + 2,1 %) de 1954 à 1975 :

mais à partir de cette date le nombre d'OS décline - 1,7 % par an) alors que les OQ continuent à s'accroître (+ 1,4 %). Les OS et manœuvres représentaient plus de 60 % de la classe ouvrière en 1962, 53 % en 1975 et seulement 49 % en 1982.

Si l'on regarde maintenant non plus les professions déclarées par les salariés lors des recensements individuels, mais les déclarations des employeurs sur la structure de la main-d'œuvre employée à temps plein, on a alors une image des emplois disponibles dans le système productif : les conclusions ne sont guère différentes, bien que les nomenclatures utilisées ne soient pas tout à fait les mêmes.

L'irruption du chômage massif frappe d'abord les catégories ouvrières les moins qualifiées, entame significativement les effectifs d'ouvriers qualifiés et guère les couches supérieures de la classe ouvrière, c'est pourquoi les effectifs d'OS et de manœuvres diminuent beaucoup plus dans le tableau 2 que dans le tableau 1.

Mais la réponse des tenants de la déqualification semble pertinente : dans beaucoup de cas, le passage d'un ouvrier d'OS à OP a signifié une hausse de salaire mais aucune modification du travail ni de la qualification. L'INSEE indique que si « la part des ouvriers qualifiés dans l'ensemble des ouvriers et même dans l'ensemble des actifs a continué à croître ces dernières années, cela ne signifie pas forcément que la nature des postes de travail ait évolué vers une plus grande qualification », mais seulement qu'il y a eu des glissements vers le haut dans la grille de salaires. La chute de la mobilité ouvrière depuis 1975, due à la difficulté croissante de se recaser ailleurs, a amené une hausse de l'ancienneté moyenne et donc probablement accentué ces glissements. Cet argument est fort, mais semble insuffisant pour expliquer l'inversion de tendance observée à partir de 1975 : pourquoi ces glissements catégoriels se seraient-ils brutalement accélérés après l'entrée dans la crise, alors qu'au contraire les politiques salariales des patrons tendaient à se durcir ?

D'autant qu'en examinant les résultats de l'enquête sur la « structure des emplois », faite tous les ans par le ministère du Travail et qui cherche à évaluer les qualifications réelles des emplois et non pas leur place dans les grilles de salaires, on retrouve le même type de phénomène (tableau 3), bien que différencié selon les secteurs. Il semble que dans les secteurs « de pointe » (sidérurgie, chimie, construction mécanique,...) le déclin de la part des OS ait commencé dès les années soixante, pour s'accélérer après 1974. Dans les secteurs dits « de main-d'œuvre » (textile, habillement, cuir, bâtiment), on



assiste encore à une croissance de la proportion d'OS jusqu'en 1974, puis à un recul à partir de la moitié des années soixante-dix, alors que les proportions d'ouvriers qualifiés, d'agents de maîtrise et de techniciens, restent constante : c'est donc la part des cadres ingénieurs et employés qui augmente désormais.

Globalement pour l'ensemble des activités (hors fonction publique), la proportion de techniciens dans la population active munie d'un emploi croît légèrement, celle des agents de maîtrise stagne ; le pourcentage d'ouvriers qualifiés décroît régulièrement, alors que la proportion d'OS s'effondre, surtout depuis 1974. Si la classe ouvrière définie par ces quatre catégories passe de 65,6 % à 52,7 % des actifs occupés (hors administration), sous l'effet de la croissance des catégories cadres et employés, c'est dû surtout au recul de 10 % de la proportion d'OS. **Les glissements catégoriels dans la grille des salaires ne suffisent certainement pas à rendre**

compte de ces modifications dans la structure des qualifications.

Il faut plutôt chercher d'autres explications : d'abord, les industries le plus durement touchées par la crise – textile, habillement, bâtiment – emploient traditionnellement une main-d'œuvre à forte proportion d'OS. L'hémorragie d'emplois dans ces secteurs amène donc mécaniquement une baisse de la proportion des OS et manœuvres. D'autant que les industries dynamiques, comme le pétrole, l'aéronautique ou la chimie, créent presque uniquement des emplois ouvriers très qualifiés, accroissant donc le poids de ceux-ci dans la classe ouvrière.

Mais outre ces effets dus à la modification des structures sectorielles de l'industrie, d'autres facteurs ont joué dans le même sens à **l'intérieur même des entreprises**. Nous touchons là au cœur du problème : les politiques patronales en matière de qualification et de gestion de la main-d'œuvre ont connu au cours des années soixante-dix plusieurs inflexions majeures, qui produisent aujourd'hui leurs pleins effets.

De l'« enrichissement des tâches »...

Le début des années soixante-dix voit dans les milieux du grand patronat l'écllosion d'une mode « antitaylorienne » qui cherche à surmonter l'impasse dans laquelle l'application forcée des principes de Taylor avait précipité l'organisation du travail.

« En réaction contre la flânerie ouvrière, liée à l'improvisation d'une organisation empirique de la production, le taylorisme avait pour objectif de réintroduire dans le

Tableau 3
La structure des qualifications ouvrières dans quelques secteurs industriels en 1968, 1974 et 1983 (en % des effectifs salariés)

	Techniciens de production			Maîtrise de production			Ouvriers qualifiés			Ouvriers non qualifiés		
	68	74	83	68	74	83	68	74	83	68	74	83
Sidérurgie	5,9	7,9	10,5	4,8	6,5	6,7	32,9	36,2	39,2	40,8	31,7	23,2
Chimie	6,8	7,5	9,2	4,2	4,4	4,5	27,0	27,8	32,7	30,0	27,2	12,3
Fonderie												
Trav. métaux	5,6	6,1	5,6	4,9	5,7	5,8	34,7	34,7	38,7	37,3	35,4	31,7
Const. mécanique												
Automobile	7,4	7,9	11,4	4,6	4,7	4,8	34,5	33,0	38,5	35,4	35,8	24,4
Navale, aéronaut.												
Const. électrique	10,2	10,7	14,8	4,3	4,5	3,9	24,8	23,8	24,1	38,6	40,3	26,3
Textile	1,7	1,9	2,0	4,5	4,7	4,6	46,4	45,8	46,9	32,4	32,5	29,4
Cuir-chaussure	1,0	1,0	1,5	3,4	3,5	3,2	52,0	48,4	51,6	31,8	34,6	29,1
Habillement	0,6	0,8	1,1	2,7	2,8	2,7	64,9	61,6	61,0	16,5	20,9	19,2
Bâtiment												
Travaux publics	3,1	4,1	4,7	6,2	7,5	9,5	53,8	52,7	55,3	24,5	21,4	12,5
Total (services marchands compris)	3,9	4,4	5,1	3,6	3,9	3,8	30,9	28,3	26,8	27,2	24,8	17,6

Source : Enquête structure des emplois, INSEE (D2-D51), ministère du Travail (*Dossiers statistiques*, n° 16, novembre 1985).

travail une rationalité en définissant des méthodes scientifiques qui décuplèrent la productivité (...): séparer la conception du travail de son exécution (...), subdiviser le travail en des opérations courantes et élémentaires, strictement définies et standardisées, payées selon des formules au rendement ou exécutées selon une cadence imposée. » « Ce travail, dénué d'intelligence, de responsabilité et de créativité, source d'insatisfaction et de dégradation de la personnalité, a pour rançon un taux considérable d'absentéisme et de turnover, un volume élevé de gaspillage et de malfaçons, un développement du freinage et du sabotage. Les contradictions du travail parcellaire s'accroissent avec l'élévation du niveau d'instruction des travailleurs⁶. » Cette longue citation indique bien les enjeux de la crise du taylorisme : il s'agissait, pour le patronat des grands centres vitaux de l'industrie, de contourner les résistances ouvrières au taylorisme et, en même temps, d'affaiblir ou de liquider les contre-pouvoirs que de fait les ouvriers avaient imposés. Les lieux d'expérimentation (Volvo, Fiat, Ford, en France : Renault, la sidérurgie...) « se caractérisaient massivement par une bonne santé économique et des exécutants ayant établi un contre-pouvoir à travers des organisations syndicales combattives et/ou des conflits importants sur le contenu du travail⁷. »

Les méthodes expérimentées étaient diverses, sans toutefois toucher au cadre technique préexistant (machines, lignes de transfert, convoyeurs...). Développement de la polyvalence (avec rotation sur les divers postes de la chaîne), élargissement des tâches par allongement du cycle de production (en regroupant plusieurs opérations parcellaires), enrichissement des tâches (confiant à l'opérateur certaines des compétences du réglage ou du contrôleur), groupes semi-autonomes (au sein desquels les ouvriers disposent de marges d'autonomie pour organiser le travail et remplir un objectif de production fixé par la direction) : dans la plupart des cas, les progrès de productivité enregistrés à la suite de ces innovations étaient décrits comme spectaculaires. Cependant, en France particulièrement, ces expériences restèrent rares et relativement marginales : le patronat semblait craindre que la remise en cause des méthodes de production ne débouche sur celle de l'autorité de la maîtrise et de la direction. Les rapports de production spécifiques dans l'industrie française, où le poids de la maîtrise est excessivement élevé et ses fonctions souvent de nature plus politique que technique⁸, ont sans doute freiné considérablement ce mouvement.

... à une nouvelle phase de l'automatisation

Mais le caractère éphémère de ces expériences provient surtout du tournant du milieu des années soixante-dix. D'une part, l'accroissement du chômage permettait « naturellement » de resserrer la discipline dans les usines, de limiter l'absentéisme, d'accroître l'intensité du travail : pour les ouvriers le rejet du taylorisme passait après la défense de l'emploi et du salaire menacés. D'autre part et simultanément, l'intensification de la concurrence pousse de plus en plus les entreprises à des investissements de modernisation et de productivité, qui transforment parfois profondément le profil des postes et les qualifications exigées pour les remplir. La phase actuelle de l'automatisation dépasse les termes du débat sur l'« enrichissement des tâches » en transformant radi-

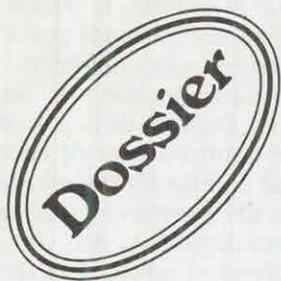
calement la nature même de ces tâches. De revendication ouvrière suscitée par les excès du taylorisme, la responsabilisation des travailleurs devient une nécessité stratégique pour les directions d'entreprises modernisatrices.

Pour décrire la « nouvelle automatisation » et ses conséquences, on s'appuiera ici sur l'analyse de B. Coriat et P. Zarifian⁹. Le **contexte** qui favorise l'essor de cette nouvelle phase se caractérise par la **crise du taylorisme** évoquée ci-dessus et l'**instabilité des marchés** typique de l'actuelle onde longue à tendance dépressive. Aux principes du taylorisme, basé sur « la parcellisation, la spécialisation et l'intensification du travail dans les produits de très grandes séries standardisées, se substituent progressivement deux nouveaux objectifs centraux qui consistent en l'intégration et la flexibilité des lignes de production ». L'intégration consiste surtout en la « recherche d'un plus haut taux d'engagement des machines » grâce à des procédures informatisées visant à optimiser la circulation des pièces entre les machines ; ainsi qu'en « l'utilisation plus intensive de la force vivante du travail », surtout par la mobilisation extrême des facultés d'attention et de concentration pour anticiper les incidents, fort coûteux sur de tels équipements. La « flexibilité », au sens technique du mot, « s'appuie sur le fait que grâce à l'informatique et à la micro-électronique, les nouveaux moyens de travail peuvent soit mémoriser des ensembles alternatifs d'opérations et enclencher le bon ensemble selon la nature de la pièce qui se présente devant les outils, soit être programmés pour des tâches différentes à un coût très abaissé ».

Notons ici, en une courte parenthèse, que cette « flexibilité » là n'a strictement rien à voir avec la trop fameuse « flexibilité » de l'emploi et des salaires que le patronat cherche aujourd'hui à imposer : bien contraire, la pleine utilisation des formidables potentialités des « ateliers flexibles » pourrait fort bien s'appuyer sur des travailleurs à hauts salaires et à l'emploi garanti, comme le montre l'exemple de l'industrie aéronautique française. Vouloir justifier la précarisation des conditions de vie des salariés au nom de l'évolution des techniques est une grossière escroquerie emballée dans un fourre-tout nommé « flexibilité ».

Ces mutations dans les méthodes de production induisent des mutations tout aussi considérables dans l'utilisation de la force de travail : les diverses catégories ouvrières ne sont pas du tout affectées de façon identique. La réduction massive des effectifs dans la production, même à volume de production croissant, frappe de plein fouet les manœuvres et surtout les OS. Leur situation est en effet très fragile : ayant reçu une faible formation générale de base, ayant acquis dans leur travail une compétence certaine mais limitée au poste qu'ils occupaient et fort peu transférable, ils se voient mis en concurrence avec des ouvriers qualifiés, souvent plus jeunes, dont la reconversion ou l'adaptation aux nouveaux équipements automatisés coûtera beaucoup moins cher à l'entreprise. « Il faut cependant être clair : l'exclusion ne vient pas d'une incapacité de ces ouvriers à se reconvertir ; chaque fois qu'une politique a été sérieusement menée en ce sens, elle a révélé des potentialités souvent insoupçonnées⁹. »

Seulement voilà : cette politique coûte cher et ne présente aucun intérêt pour le patronat en période de chômage massif. Il est beaucoup plus facile de renvoyer les immigrés chez eux et d'abonner les OS français à l'ANPE à vie... Il y a là un enjeu tout à fait central pour les organisations syndicales, si elles veulent éviter une



scission de la classe ouvrière qui rejeterait dans la marginalité sa partie la moins qualifiée : la revendication d'une politique systématique de formation et de qualification, contrôlée par les syndicats, et qui viserait non pas à désamorcer des conflits sociaux en permettant des reconversions bidon mais à remettre véritablement à niveau les travailleurs que le patronat voudrait abandonner au bord de la route. Voilà bien la nécessité d'une politique opposée à « l'élitisme républicain » de J.-P. Chevènement.

Il apparaît donc que le développement actuel de l'automatisation modifie radicalement le processus de « surqualification/déqualification » décrit au début des années soixante-dix : un exemple tout à fait éclairant nous est fourni par l'étude de deux sociologues allemands sur trois secteurs-clés de l'industrie de RFA ¹⁰.

« La reprofesssionnalisation du travail industriel » en RFA et aux USA

M. Kern et M. Schumann avaient mené dans les années soixante une très importante étude dans neuf entreprises des secteurs-clés de l'industrie : automobile, machine-outil, chimie. Leur conclusion, développée dans un livre intitulé *Travail industriel et conscience des travailleurs* (Francfort 1970), appuyait totalement la thèse de la déqualification ouvrière. Une nouvelle étude menée dans les mêmes entreprises, par les mêmes sociologues, en 1981, démontre qu'une inversion fondamentale de la tendance à la polarisation s'est opérée entre-temps. « Nous en sommes arrivés, historiquement, à un point à partir duquel le management capitaliste n'a d'autre possibilité d'accroître son efficacité que d'assouplir la division du travail » ; « dans les secteurs-clés de l'industrie allemande, une transformation radicale des méthodes de production est en train de s'opérer qui articule de façon nouvelle le double intérêt de l'entreprise à l'élimination du travail vivant et à l'optimisation du travail restant. » Dans l'automobile, ils observent un retournement complet de tendance, vers la reprofesssionnalisation du travail de production, avec création d'un « type nouveau d'ouvrier professionnel », doté de larges connaissances de base sur le fonctionnement des équipements modernes. Dans la construction de machines-outils, ils parlent d'une « poursuite de l'élargissement des métiers de mécanicien-ajusteur au contrôle de système : les connaissances en ajustage et

les capacités artisanales sont intégrées dans une demande de compréhension globale et de compétence d'intervention dans un système technique complexe ». Enfin dans la chimie, ils notent le maintien sans problème du profil typique de l'ouvrier chimiste professionnel.

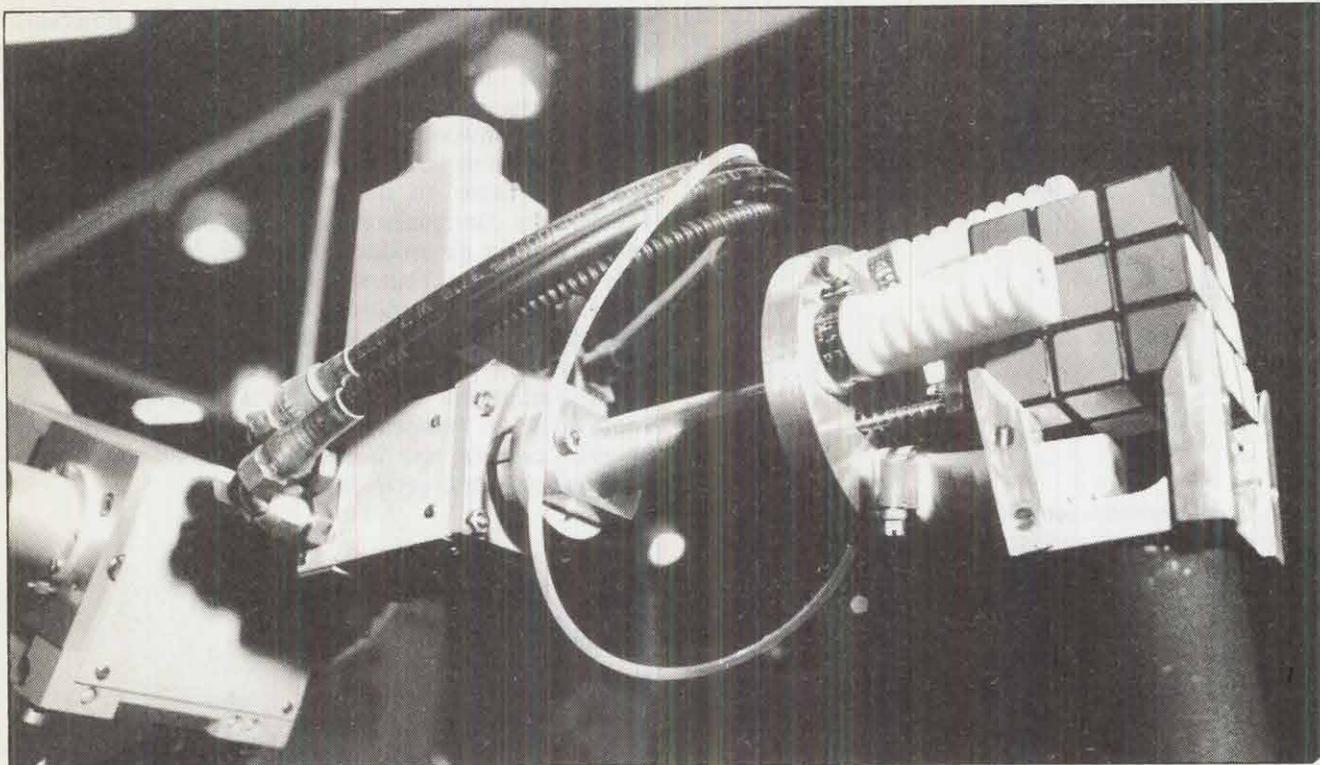
S'il y a bien « optimisation du travail restant », contrairement aux tendances antérieures, c'est bien sûr aux nouvelles technologies qu'on le doit : mais c'est aussi et peut-être surtout à l'expérience cuisante des résistances ouvrières aux méthodes tayloriennes, qu'ont gardée en mémoire les chefs d'entreprise.

A la tendance à la polarisation succède donc une nouvelle tendance : l'exclusion. Car les auteurs de l'étude n'entretiennent aucune illusion sur les conséquences de la troisième révolution technologique : « En ce qui concerne le chômage, nous ne pouvons que souscrire à l'opinion générale qui considère que le problème va en s'aggravant. Nos résultats portant sur les licenciements liés aux "nouveaux modèles de production" ne permettent en effet en aucun cas de miser sur le vieux théorème de la compensation ; la thèse optimiste d'après laquelle les effets destructeurs de la rationalisation seraient compensés à échéance par les effets contraires du "progrès technique" (création de nouveaux produits et de nouveaux marchés) doivent définitivement prendre le chemin des archives (...). L'énorme transformation des appareils de production se double, avec sa destruction massive des possibilités de travail humain, du scandale social du chômage. »

Un phénomène analogue semble se dérouler depuis le début des années quatre-vingt dans la grande industrie américaine. Dans un remarquable article ¹¹, Jack Marsh, lui-même ancien ouvrier à l'entretien dans le complexe sidérurgique US Steel de Chicago, décrivait les effets de l'effondrement des centres industriels de la région des Grands Lacs sur les conditions d'emploi de la classe ouvrière. Il montrait fort bien comment, à l'occasion de la restructuration des industries sidérurgiques, des chemins de fer, de l'automobile, le patronat fait éclater le cloisonnement absolu qui existait entre les tâches des diverses catégories d'ouvriers. Paradoxalement, cette table rase faite des statuts rigides (et des rémunérations élevées qui allaient de pair) provoque un bond en avant de la polyvalence ouvrière : « Dans les emplois de l'entretien électrique, les ouvriers doivent être des électriciens compétents, des spécialistes des moteurs, des experts en réparation d'instruments de contrôle, des dévideurs d'armature, des tourneurs, des fraiseurs et parfois des monteurs... » Un dossier du *Monde de l'économie* sur l'industrie automobile aux USA confirmait ce phénomène de grande portée (*le Monde* du 4 février 1986) : l'éclatement des bases objectives du corporatisme ouvrier aux Etats-Unis ne peut manquer de produire à terme des effets importants sur le mouvement syndical et ouvrier.

Il faut donc se garder des pronostics catégoriques à propos du maintien ou d'une aggravation de la division taylorienne du travail. On va voir qu'aucun déterminisme technologique n'impose l'évolution vers une requalification des emplois : tout dépend des rapports sociaux dans les entreprises et des stratégies patronales de mobilisation de main-d'œuvre ; et les spécificités nationales en la matière, loin de s'atténuer, tendent plutôt à s'accroître avec le temps.

Quoi qu'il en soit, et indépendamment de leurs effets sur la division du travail dans les entreprises, les nouvelles technologies contribuent massivement à la formation d'une couche croissante d'exclus. En mars 1985, en France, 1 326 000 personnes recherchaient un emploi



depuis plus d'un an sans succès¹² ; ce chiffre augmente régulièrement et englobe surtout des ouvriers et ouvrières, d'âge compris entre 25 et 60 ans, de faible qualification. Le taux de chômage des ouvriers était en 1974 peu différent de celui des cadres et techniciens (2,5 % contre 1,5 %) ; en 1985, 11,5 % des ouvriers et 20 % des ouvrières sont au chômage, contre seulement 4 % des cadres et techniciens. Ce ne sont évidemment pas les nouvelles technologies à elles seules qui ont jeté ces travailleurs à la rue, mais elles ont contribué sans aucun doute à la croissance qualitative du chômage et à ses modalités — notamment à l'exclusion des ouvriers les moins qualifiés. Loin de s'atténuer avec une éventuelle reprise de la croissance économique, ce phénomène risque au contraire de s'approfondir ; car une future phase d'expansion verrait aussi la généralisation accélérée des nouvelles technologies dans l'industrie. Aussi le capitalisme doit-il à long terme résoudre l'épineux problème, cité en introduction du nouveau modèle social : le renforcement des spécificités nationales indique qu'aucun modèle novateur et cohérent n'est en voie d'apparition.

Mais revenons maintenant à l'intérieur des entreprises pour examiner quelles conséquences concrètes ont les nouvelles technologies sur les méthodes et les conditions du travail ouvrier.

Nouvelles technologies et conditions de travail

La phase actuelle de l'automatisation permet souvent une amélioration substantielle des conditions de travail. L'automatisation des ateliers de peinture dans l'industrie automobile élimine une tâche particulièrement pénible et insalubre ; dans beaucoup d'autres cas, la robotique permet de diminuer les nuisances dues au bruit, à la

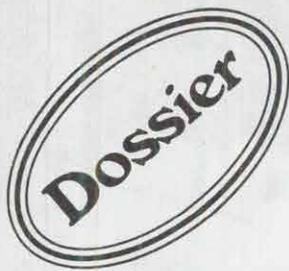
chaleur, à la salissure, et bien sûr élimine les efforts physiques pénibles.

Mais toutes les observations concordent pour affirmer que se développe un autre type de contraintes parfois tout aussi pesantes : les contraintes mentales. L'assujettissement de l'opérateur au rythme de sa machine-outil à commande numérique est total : c'est le programme entré dans la machine qui détermine la vitesse et l'ordre des manœuvres, sans temps mort. Aussi, l'attention doit être permanente du début de la séquence de travail jusqu'à la fin, de façon à pouvoir prévenir tout incident ou éviter qu'il ne dégénère. Comme l'explique P. Zarifian¹³, « le travail se trouve concentré sur l'acte qui condense en général le maximum d'attention de la part du travailleur, et cela de façon continue ».

Ces contraintes mentales sont d'autant plus fortes que le principal intérêt de tels investissements, pour les capitalistes, réside dans l'élimination des temps morts et l'optimisation de la circulation des flux de produits et de matières entre les postes de travail. Aussi cherchent-ils particulièrement à éviter de perdre d'un côté, par des pannes systématiques, ce qu'ils gagnent de l'autre. D'où une pression constante, agrémentée de primes incitatives diverses, vers les travailleurs qui font tourner ces équipements.

D'autre part, le coût élevé des équipements incite les patrons à rechercher à tout prix un allongement de leur durée d'utilisation, d'où le retour en force du travail en équipe et le développement du travail de week-end. Ce point est suffisamment connu, par exemple à travers le rapport Taddéi, pour qu'on n'y insiste pas ici. Remarquons simplement que la logique capitaliste cherche à adapter les hommes au rythme que supportent les robots, au lieu d'utiliser les robots pour libérer les hommes.

La thèse de la dépossession des savoir-faire ouvriers grâce au progrès technique doit donc, on l'a vu, être plus que nuancée. Elle semble largement exacte en ce qui concerne les OS : avant d'engager un investissement



lourd qui supprimera leur poste de travail, les directions d'entreprise doivent analyser et comprendre en détail les procédures concrètes grâce auxquelles les ouvriers exécutent les tâches assignées. Ainsi la direction de Peugeot-Sochaux, avant de lancer un vaste programme d'automatisation d'un atelier, a recueilli systématiquement, grâce aux cercles de qualité, les « trucs » des OS, comme l'indique un délégué CGT dans le dernier numéro de la revue *Critiques de l'économie politique*¹⁴. Mais cette dépossession n'est alors qu'un préalable à l'exclusion de la production.

Plusieurs études récentes sur l'implantation des nouvelles technologies dans des ateliers de l'industrie automobile ou dans des PME¹⁵ permettent d'en évaluer les conséquences sur les qualifications des postes et le

maintien ou non du « pouvoir ouvrier » sur les processus de travail. Selon M. Freyssinet, dans les unités automatisées de l'industrie automobile, le maintien de l'ancienne division du travail (OS, OQ, régulateurs, agents d'entretien) provoque de vives tensions en amenant une déqualification de fait des postes d'OQ et de régulateurs, une remise en cause du statut des agents d'entretien au bénéfice des contremaîtres : d'où des faibles performances en matière de productivité. Aussi, les solutions les plus efficaces pour l'entreprise passent par une certaine requalification des opérateurs, notamment par la création d'équipes mixtes (OQ de fabrication, agents d'entretien) requérant une plus grande polyvalence. Mais, parallèlement, s'amorcent « la division, la spécialisation, le contrôle et la "matérialisation" du travail d'entretien, devenue avec ce type d'automatisation la composante fondamentale de la production ».

Nouvelles technologies, division du travail, pouvoir ouvrier

Il n'y a en tout cas aucune fatalité à l'accroissement de la division du travail entre opérateurs et agents d'entretien, entre ouvriers et techniciens, entre agents de production et ingénieurs chargés de la programmation, même si la tendance naturelle du patronat français est de rechercher cet accroissement.

C'est ce que confirme l'étude de W. Cavestro sur

L'impact des nouvelles technologies dans la confection

La confection est une industrie fortement utilisatrice de main-d'œuvre ouvrière, surtout féminine ; mais difficilement automatisable, surtout pour le travail de piquage où les gestes de l'ouvrière sur sa machine à coudre et la manipulation du tissu semblent encore trop complexes pour être confiés à un automate.

Cependant, les nouvelles technologies y font irruption en force. L'informatique est un outil extraordinaire de contrôle des rythmes de travail ; dans de nombreuses entreprises, chaque machine à coudre est connectée à un système informatique qui renseigne la maîtrise « en temps réel », c'est-à-dire instantanément sur le nombre de pièces fabriquées par chaque opératrice, les temps morts enregistrés sur chaque poste. Résultat : les normes de production peuvent être fixées de façon « objective » et non plus par négociation implicite avec le collectif des ouvrières. D'où une aggravation importante des rythmes de travail, et une baisse des primes de rendement : les normes étant sans cesse plus difficiles à atteindre, *a fortiori* à dépasser, beaucoup restent en dessous et doivent percevoir une indemnité pour que leur salaire atteigne le SMIC.

Une étude de F. Ginsburger dans la revue *Travail* décrit en détail comment la pénétration de l'informatique dans la production et la gestion « contribue à intensifier le travail pendant les périodes pleines et à élargir les périodes creuses, avec toutes les conséquences qui peuvent en résulter au plan de l'usage de la main-d'œuvre : heures supplémentaires mais qui ne seront considérées comme telles qu'au-delà de l'amplitude permise par les accords de modulation, dédoublement

des équipes, étalement des vacances en fonction des cycles saisonniers, emploi de temporaires... ». En effet, la précision et la souplesse des modes de gestion informatisés permet de raccourcir considérablement les délais entre la commande d'un modèle par les distributeurs (magasins de vêtements) et la fabrication : la rapidité d'adaptation aux fluctuations du marché et de la mode devient un élément déterminant dans la concurrence et entraîne un asservissement croissant des horaires de travail aux exigences de la clientèle.

D'autre part, certains stades du processus de production antérieurs au piquage peuvent quand même largement être automatisés. Ainsi le LECTRA est « un système informatique de gradation et de découpe des patronages il permet de les dessiner automatiquement et de découper le tissu. Un nombre considérable de modèles peut être préparé en un temps record » ; mais surtout, le confectionneur peut imposer totalement aux ateliers de piquage, internes à l'entreprise ou sous-traitants, des normes de production et de rendement : grâce à une simple disquette qui contient tous les paramètres importants (surtout le mode de découpe des tissus et les temps alloués à chaque produit), le directeur technique de l'entreprise supprime les marges de manœuvre des ateliers. D'où un « renforcement de la subordination du procès de travail au procès de valorisation des marchandises... ».

Citations extraites de « Marie-Thérèse, le rendement et le LECTRA », F. Ginsburger, *Travail* n° 10, novembre 1985.



*Travailleur flexible s'initiant à la robotique...
Mission TUC à Marseille en 1985.*

« L'automatisation, l'organisation du travail et la qualification dans les PME : le cas des machines-outils à commande numérique ». Dans la majorité des trente-deux PME de mécanique étudiées par l'auteur, surtout dans les plus grandes (50 à 100 salariés), la programmation des machines (MOCN) est l'apanage du service des méthodes, les ouvriers ne faisant qu'appliquer et surveiller l'exécution. « Seules quelques petites entreprises de la mécanique de précision et de l'outillage intègrent la fonction de programmation-préparation dans l'atelier : la programmation est alors généralement de la compétence d'un ancien régleur, en collaboration étroite avec l'opérateur. »

Cependant, cela ne signifie pas forcément qu'une fois le savoir-faire de l'ouvrier mis en mémoire dans le programme, il n'ait plus qu'à surveiller la machine, sans maîtriser en rien le procès de travail : il y a aussi, en contrepartie, « appropriation progressive par l'opérateur des codes et des langages qui commandent le fonctionnement de la machine », et donc une possibilité d'ouverture vers une qualification supérieure, remettant en cause le principe taylorien initial.

Une autre étude menée dans dix PME de la mécanique à propos de l'introduction des MOCN (Eyraud, Maurice, d'Iribane, Rychener) confirme que les rapports de production dans les entreprises françaises sont peu propices à une telle requalification des opérateurs. En fait, l'introduction des MOCN tend à « renforcer l'importance et le poids de l'encadrement direct de la production ». Au lieu de « reprofessionnaliser » le travail ouvrier, le bénéfice des nouvelles technologies irait plutôt aux plus qualifiés (ingénieurs des méthodes, programmeurs, techniciens d'atelier, régleurs), à cause d'un « rejet quasi général [par les directions techniques des entreprises, NDLR] de la programmation dans les ateliers ». En outre, la promotion des opérateurs à des postes plus

qualifiés est bloquée par l'embauche systématique à l'extérieur de diplômés de l'enseignement supérieur (BTS, DUT).

S'il y a donc tendance générale à l'accentuation de la division du travail entre conception et exécution, cela implique un certain recul du degré de contrôle de l'ouvrier sur le processus concret de production, en tout cas dans l'industrie française de la construction mécanique. On retrouve ici une forme particulière de la « surqualification/déqualification » de la force de travail, mais qu'on ne peut généraliser ni à tous les pays (les cas déjà cités de la RFA et des USA ainsi que celui du Japon le montrent), ni à tous les secteurs : G. de Terssac et B. Corriat¹⁶ montrent comment dans les industries de « process » (sidérurgie, pétrochimie, cimenterie...), l'automatisation requiert ainsi dans sa phase actuelle des procédures d'intervention ouvrière complexes et diversifiées, tant dans la première phase de mise en place et de montée en puissance des installations, qu'en régime de croisière pour la prévention et la détection des anomalies, le maintien de la qualité de la production. Bref, plutôt qu'un « transfert des anciennes fonctions ouvrières vers les nouveaux automatismes », on observe une modification de ces fonctions vers des procédures plus abstraites mais tout aussi vitales et exigeant une mobilisation intellectuelle plus intense.

Conclusion

Ce bref panorama de quelques recherches récentes sur l'évolution des qualifications ouvrières incite à se méfier des généralisations hâtives. On observe certes une tendance générale à la réduction des effectifs d'ouvriers non qualifiés, particulièrement rapide depuis 1974-1975, amenant l'exclusion de la production d'une fraction non

négligeable de la classe ouvrière. C'est là sans doute la principale menace qui pèse sur le maintien d'une unité d'intérêts objective des diverses catégories ouvrières, et qui justifie que le mouvement ouvrier mette au centre de ses préoccupations la lutte contre le chômage et pour une véritable politique de qualification des travailleurs menacés par l'exclusion.

Au-delà de cette constatation, il faut retenir qu'aucun déterminisme technologique n'impose l'évolution vers une aggravation de la division du travail et une confiscation des savoir-faire et du contrôle des travailleurs de la production par les ingénieurs et techniciens : il s'agit là d'un enjeu important des restructurations actuelles. Les rapports traditionnels de production dans les entreprises françaises semblent cependant inciter les patrons à poursuivre leur politique de segmentation et de polarisation des catégories ouvrières, au contraire de ce qui semble se passer dans certains pays. Plutôt que de valoriser la dimension collective de la qualification, que les nouvelles technologies tendent à renforcer, les directions d'entreprise cherchent à mobiliser les compétences et l'initiative des salariés par des politiques d'individualisation des rémunérations, désarticulant les grilles salariales et introduisant la concurrence entre les ouvriers. Au-delà du discours moderniste ou « japonisé » des idéologues patronaux, les pratiques ne semblent pas s'orienter vers des tentatives d'intégration réelle de la

partie supérieure de la classe ouvrière à une civilisation technicienne de consensus social ; pas plus que les nouvelles technologies ne semblent menacer la classe ouvrière d'une perte de sa part d'autonomie et de contrôle sur les conditions concrètes de la production.

Le scénario d'avenir envisagé favorablement par R. Boyer sous le nom de « spécialisation flexible ¹⁷ » semble donc très peu probable en France : « *La généralisation d'équipements flexibles et la recherche de la polyvalence et de l'élargissement des responsabilités des travailleurs porteraient en germe un rapport salarial en rupture totale avec le fordisme, et qu'on pourrait qualifier pour faire image de "proudhonien".* »

La phase actuelle de l'automatisation est en train de donner naissance, sous la contrainte implacable des impératifs de rentabilité et de compétitivité, à une société disloquée où des franges massives de la population sont condamnées à survivre de charité ; la proposition du PS d'un « minimum social », comme les « restaurants du cœur » du regretté Coluche, s'inscrivent pleinement dans cette perspective, malgré de louables intentions. Au lieu de diminuer la peine des hommes et d'éliminer la stérilisante division taylorienne du travail, le progrès technologique va-t-il asservir un peu plus l'homme à la machine, et à la logique schizophrène d'un système économique de plus en plus chaotique ?

Maurice Dubois



Dessin de Plantu, extrait de « Bonne année pour tous ».

1. G. Friedman, *Où va le travail humain* 1950.
2. *Travail et capitalisme des monopoles ; la dégradation du travail au XX^e siècle*, 1974.
3. M. Freyssinet, 1974.
4. Cf. R. Linhart, *Lénine, les paysans*, Taylor, 1977.
5. A. Gorz, *Critique de la division du travail*.
6. C. Durand, « Les politiques patronales d'enrichissement des tâches », *Sociologie du travail*, octobre 1974.
7. J. Ruffier, « Industrialiser sans tayloriser », *Sociologie du travail*, octobre 1974.
8. Cf. M. Maurice, S. Sellier, J.-J. Silvestre, *Politique d'éducation et organisation industrielle en France et en Allemagne*, PUF, Paris, 1982.
9. B. Coriat et P. Zarifian, « Filières d'emploi et recomposition des catégories de main-d'œuvre », *Travail*, juin 1985.
10. H. Kern et M. Schumann, « Vers une reprofessionnalisation du travail industriel », *Sociologie du travail*, octobre 1984.

11. Jack Marsh, « La grande mutation de l'industrie américaine », *Critique communiste* n° 28, avril 1984.
12. J.-L. Heller, « Emploi et chômage en mars 1985 », *Economie et statistiques*, n° 183, décembre 1985.
13. P. Zarifian, *le Redéploiement industriel*.
14. C. Carouge et M. Pialoux, *le Droit d'expression aux usines Peugeot-Sochaux*.
15. Cf. le numéro spécial de *Sociologie du travail* d'octobre 1985, « Nouvelles Technologies dans l'industrie : l'enjeu des qualifications », où on trouve les études citées ci-dessous.
16. G. de Terssac et B. Coriat, « Micro-électronique et travail ouvrier dans les industries de process », *Sociologie du travail* n° 4, 1984.
17. R. Boyer, *Flexibilités des marchés du travail et/ou recherche d'un nouveau rapport salarial*, CEPREMAP, 1985.

Les « nouveaux critères de gestion » du PCF : Cohérence et utilité

Michel DUPONT

Depuis plusieurs années le PCF a mis au centre de ses propositions économiques la notion de « nouveaux critères de gestion ». A travers les élaborations de Paul Boccara et de Philippe Herzog, et, plus généralement, de la « section économique du comité central », le PCF se targue de jeter les bases d'une stratégie révolutionnaire nouvelle. Une telle ambition mérite commentaire et réflexion. Le présent article est une contribution en ce sens.

LES « nouveaux critères de gestion » sont présentés comme l'instrument d'analyse et de lutte qui, à l'intérieur des entreprises, permet de combattre la logique du profit et d'avancer vers un nouveau mode de croissance ; ils peuvent être perçus dans certains cas comme un encouragement à l'action puisqu'ils proposent des perspectives locales apparemment réalistes et négociables, qui ouvriraient la voie à des changements ultérieurs plus profonds. Il faut donc porter un jugement non seulement sur leur fonction dans la stratégie actuelle du PCF, mais aussi sur leur cohérence interne et leur utilité dans la définition d'une stratégie alternative ; bref, articuler critiques externe et interne de façon à montrer la fonctionnalité et les limites de ces élaborations.

Cohérence interne

L'objectif, en fonction duquel les travailleurs sont appelés à influencer les gestions patronales, est la maximisation de la valeur ajoutée, « en taux et en masse ». Rappelons brièvement de quoi il s'agit :

Valeur ajoutée = ventes - consommations
intermédiaires
= salaires + profit brut.

La valeur ajoutée est la différence entre ce que l'entreprise tire de ses ventes et le coût des produits qu'elle a dû acheter pour tourner (matières premières, produits semi-finis, énergie...) ; elle est répartie entre les salariés (salaires, œuvres sociales, cotisations...) et l'entreprise (profit brut ou excédent brut d'exploitation) ; ce profit sert,

grosso modo, à son tour à financer quatre choses : les impôts, les dividendes, l'investissement matériel (y compris amortissements) et la variation du patrimoine financier de l'entreprise (créances et dettes, et les intérêts qui vont avec). Voyons un peu les conséquences du remplacement du critère du profit par celui de la valeur ajoutée, à court terme (donc à stock de capital fixe donné) et à long terme (pour mesurer les effets sur l'accumulation du capital).

a) A court terme

Maximiser VA ou VA/C (C étant le capital avancé) revient alors au même, puisque C est donné ; il s'agit donc tout bonnement de faire rentrer le plus d'argent possible et d'en faire sortir le moins possible de l'entreprise, de façon à maximiser le montant distribuable à l'intérieur de celle-ci. Augmenter les prix n'est guère possible puisque la concurrence subsiste ; on retrouve donc exactement la situation de l'entrepreneur capitaliste, à une différence près : Boccara interdit la baisse des salaires ! En effet, intervient ici le nouveau concept de « VADN », valeur ajoutée disponible nécessaire, qui correspond à ce que l'entreprise doit obligatoirement payer pour ses salariés afin de respecter les règles et contrats en vigueur.

Autrement dit, au lieu de l'égalité tristounette : VA = salaires + profit brut, on a l'équation autrement plus stimulante : VA = VADN + VADS. Mais puisque la VADN représente les salaires versés « dans le respect des contrats » (c'est-à-dire généralement la totalité des salaires, car rares sont les patrons qui décident de distribuer plus à leurs sala-

riés que ce qu'ils ont promis...), qu'est-ce que cette valeur ajoutée disponible supplémentaire VADS, sinon tout simplement un autre nom pour le profit brut ?

En fait, sous le changement de terminologie apparemment anodin, se trouve l'idée que l'affectation de ce profit brut ne doit plus être le monopole du patron, et que les travailleurs peuvent même en revendiquer une fraction (pour relever les salaires, financer la formation ou réduire la durée du travail) ; qu'ils doivent en tout cas intervenir sur son utilisation pour éliminer les « gâchis financiers » (dividendes, exportations de capitaux, spéculations diverses...).

On peut donc dégager deux objectifs sous-jacents aux critères avancés : augmenter la part des salaires dans la richesse créée et orienter l'utilisation du surplus.

Le premier objectif, fort peu nouveau dans l'histoire du mouvement ouvrier, *a fortiori* dans les conceptions keyneso-marxistes des économistes du PCF, est considéré par Salais et Fayolle (dans *Objectif emploi*, 1984, Editions sociales, p. 138) comme « dramatiquement insuffisant », ce qui semble en effet clair. L'important est donc le second objectif : « l'intervention dans la gestion ». Puisqu'il s'agit alors de s'attaquer à l'essentiel du pouvoir patronal, le cœur même du rapport d'exploitation — c'est-à-dire le pouvoir d'orienter l'affectation du surplus social —, il faut examiner les conséquences des critères alternatifs proposés sur la dynamique de l'accumulation.

b) En dynamique de moyen et long terme

C'est là que les nouveaux critères prennent tout leur sens, comme guides des décisions d'investissement dans une « gestion nouvelle », qui doit s'affirmer progressivement comme plus efficace que la gestion ancienne ; notons que cette concurrence est conçue non comme une bataille entre deux secteurs distincts (ceux où les travailleurs auraient imposé les nouveaux critères et ceux restés entre les mains des anciens « gestionnaires »), mais plutôt comme une révolution culturelle permanente à l'intérieur de chaque entreprise.

Imaginons donc une entreprise qui orienterait son développement selon la maximisation du ratio VA/C, dans un contexte international et national marqué par la permanence de la loi du profit : il faut examiner les chances de survie d'une telle entreprise. La question n'est guère abordée par les économistes du PCF, elle est pourtant décisive pour juger de la cohérence interne de la démarche.



Le critère VA/C pousse clairement à « augmenter les dépenses pour les hommes » (les salaires notamment), et à diminuer la part des investissements tant matériels que financiers. Car il faut prendre garde à ce qu'un accroissement des investissements en machines et infrastructures ne vienne accroître C, le capital avancé, plus que VA. Si on prend les notations marxistes traditionnelles on peut écrire :

$$VA = v + pl \text{ et } C = v + c,$$

donc :

$$VA/C = (1 + pl/v) (1 + c/v).$$

L'accroissement recherché de VA/C sans hausse (et même de préférence avec baisse) du taux d'exploitation pl/v , implique nécessairement une baisse importante de la composition organique du capital c/v . Il faut substituer du travail à du capital, réduire la part du travail mort par rapport au travail vivant, revenir à des techniques moins capitalistiques. C'est ce que Fayolle et Salais appellent « des choix technologiques et d'organisation du travail à la fois efficaces (?) et économes en moyens matériels ». Puisque le travail est en situation d'offre excédentaire (le chômage en témoigne) et que le capital est rare (les niveaux d'endettement des entreprises le montrent), pourquoi pas, en effet ?

Malheureusement, on ne voit pas comment échapper alors à une baisse de productivité ; en économie concurrentielle, c'est alors aussitôt l'engrenage de la hausse des coûts, la perte de parts de marché, la chute de rentabilité, la fuite des capitaux (pourquoi les actionnaires et les banques laisseraient-ils leurs billes dans une telle situation ?). Bref, le retour en force de « l'égoïsme du capital » qu'on avait cru évincer en douceur.

Car la loi de la valeur est un mécanisme de régulation global qui ne laisse

pas d'échappatoire à l'entreprise : la lutte pour la survie implique à la fois de minimiser les coûts salariaux (par la pression sur les salaires et surtout par le progrès technique qui permet de substituer du capital à du travail) et les coûts financiers (par le recours privilégié à l'autofinancement plutôt qu'à l'endettement, du moins en période de taux d'intérêt réels positifs, et par l'attraction de nouveaux capitaux propres grâce à une bonne rentabilité).

La maximisation de VA/C défie cette loi sans la moindre chance de succès : critère purement micro-économique, il reste désarmé face à la logique globale de l'économie de marché.

c) Malgré tout, un noyau rationnel

Derrière la tentative vaine d'un contournement local de la loi du profit, on perçoit quand même une préoccupation non dénuée de fondement : privilégier la croissance des richesses réelles par rapport à l'accumulation financière purement spéculative qui domine aujourd'hui la scène économique mondiale et particulièrement française : accumulation qui s'entretient elle-même dans une spirale apparemment sans fin, les profits tirés de la hausse des valeurs boursières étant réinjectés sur le marché financier pour y engendrer de nouveaux profits en faisant à nouveau grimper les cours ! Les économistes du PCF insistent à juste titre sur l'absurdité et la stérilité de ces processus, qui ne font que reculer des échéances sans diminuer les menaces, bien au contraire. Quelques économistes bourgeois lucides s'inquiètent d'ailleurs aussi de cet abandon par les capitalistes de leur fonction d'entrepreneurs industriels à la Schumpeter, au profit des gestionnaires de portefeuilles. D'où l'idée que, puisque c'est le critère du profit qui pousse à ces choix, il faut le remplacer — ou du

moins le tempérer — par des indicateurs plus « réels » : la VA, l'emploi, l'investissement...

C'est ne pas comprendre que la formidable montée du parasitisme financier n'est pas la cause mais la conséquence de la crise. Ainsi, la montée des frais financiers, tant critiquée par le PCF, est d'abord le résultat de l'accroissement énorme de l'endettement des entreprises au cours des années soixante-dix et les entreprises ne se sont pas endettées par plaisir pervers, mais à cause de l'insuffisance des profits pour financer l'accumulation. Certes, la montée des taux d'intérêt depuis 1979 a aggravé la charge de cet endettement ; mais cette montée n'est elle-même que l'expression financière de la contre-attaque lancée par le capital américain pour accélérer sa restructuration et restaurer son hégémonie internationale. Bref, la crise actuelle, ou plutôt la phase actuelle de la crise commencée en 1974, caractérisée par la stagnation de l'investissement productif, l'instabilité monétaire et financière, le maintien du chômage de masse, ne provient pas de l'utilisation d'un mauvais critère de gestion, mais de l'épuisement des mécanismes qui ont soutenu la croissance d'après-guerre. Parmi ces derniers, figure notamment l'accroissement du taux d'exploitation qui permettait de neutraliser les effets de l'alourdissement de la composition du capital : n'osant proposer un accroissement du premier, les économistes du PCF préconisent tout simplement de diminuer le second, c'est-à-dire d'inverser la tendance fondamentale du progrès technique en régime capitaliste ; il suffisait d'y penser...

Mais comment y parvenir malgré les capitalistes ? Peut-on raisonnablement espérer les déposséder du pouvoir, boîte par boîte, exercice comptable après exercice comptable, par la seule vertu de critères dont on a montré que l'application intégrale mène à la faillite ? Que devient la question de l'Etat et du pouvoir, celle de la contrainte extérieure, celle de la planification démocratique ? Voici quelques-uns des détails sur lesquels les économistes du PCF ne sont guère prolixes (Herzog consacre deux pages de son livre *l'Economie nouvelle à bras-le-corps* aux nationalisations et à peine plus au plan désormais dépourvu de tout caractère contraignant). On débouche ici sur la critique externe de la construction intellectuelle de Boccara et Herzog.

La méthode des nouveaux critères de gestion vise donc à centrer sur l'entreprise la stratégie de conquête du pouvoir. Elle fournit à la direction du PCF un semblant de perspective stratégique à l'heure où les diverses formules

élaborées au cours de l'histoire du parti se sont effondrées (« *Union du peuple de France* » antimonopoliste, « *Union de la gauche* ») ou ont sombré dans l'oubli, parfois seulement quelques mois après leur invention (qui se souvient du « *rassemblement populaire majoritaire* » ?)

Une vision proudhonienne et productiviste

L'accession au pouvoir politique, non seulement n'a pas permis au PCF de faire avancer le pays vers « *le socialisme autogestionnaire à la française* », mais a même conduit à un nouveau pas vers la marginalisation définitive du « *parti de la classe ouvrière* ». On comprend dans ces conditions que, loin de dépérir avec l'épreuve de l'expérience (en trois ans de participation communiste au gouvernement aucune application un tant soit peu concrète des fameux critères n'a pu être exhibée, sans parler du réseau d'entreprises contrôlées directement par le PCF et qui auraient pu servir de banc d'essai...).

Le discours sur les nouveaux critères est appelé à fleurir dans les prochaines élaborations de la direction du parti, bien que personnellement Marchais aie visiblement du mal à s'y mettre...

En tant que perspective de prise du pouvoir — ou pour parler poliment, de véritable changement — les nouveaux critères proposent une vision quasiment proudhonienne : des collectifs de travailleurs développant localement leur qualification et autogérant leurs conditions entre entreprises et collectivités locales (le terme de « *nouvelle coopération* » revient à toutes les pages des écrits des auteurs cités). Le changement social s'opérerait par l'accumulation de telles expériences et la conversion d'une fraction croissante du patronat à la supériorité des nouveaux critères. Il y a là une inversion terme à terme de la problématique marxiste : le passage au socialisme résulterait de la constitution de la classe ouvrière comme classe économiquement dominante, la prise du pouvoir politique se faisant ensuite et comme par surcroît.

Proudhonisme ou anarcho-syndicalisme, matinés de technocratisme, sont les courants auxquels se rattache le mieux l'élaboration des nouveaux critères. En oubliant que si l'entreprise est bien au cœur de la lutte des classes, elle est aussi le lieu où la pression du rapport de production capitaliste est la plus forte et où la prise de conscience des intérêts globaux du prolétariat est spon-

Chroniques vietnamiennes

Du « Socialisme réel » à un Vietnam réellement socialiste.

○ Si vous désirez prendre connaissance du poème qui a déclenché la campagne actuelle de critique et d'autocritique au Vietnam...

○ Si vous voulez lire en exclusivité française ce que Ho Chi Minh pensait des trotskystes en 1939 et de l'assassinat de Ta Thu Thau en 1946...

○ Si vous manquez d'informations récentes et fiables sur la crise économique et sur la contestation naissante à Hanoi...

Procurez-vous le n° 1 de *Chroniques vietnamiennes*, revue trimestrielle en langue française, éditée par le Groupe trotskyste vietnamien en France (LCR).

Le numéro : 15 F
Abonnement : 60 F pour un an
Abonnement de soutien : à partir de 100 F

Nom

Prénom

Profession

Adresse

Montant

Chèques libellés à l'ordre de PEC adressés à :
Chroniques vietnamiennes
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cédex.
☎ : 48 59 00 80

tanément fort difficile. Les nouveaux critères de gestion ne sont en rien incompatibles avec l'égoïsme d'entreprise et le corporatisme.

Outre son caractère réformiste et proudhonien, le second défaut majeur de l'élaboration en termes de « nouveaux critères » réside dans la vision technocratique et productiviste qui la sous-tend. L'objectif purement comptable de la maximisation de la valeur ajoutée fait totalement l'impasse sur les limites de ce type d'agrégat. Ainsi, au niveau macro-économique, la valeur ajoutée s'appelle PIB et la stratégie de croissance économique se ramènerait donc à la maximisation du PIB. Or, on sait bien que ce critère quantitatif ignore si la production mesurée est utile ou non (dépenses d'armement, production polluante...), si les choix privés ont des effets externes négatifs....

Plus généralement, il est fort probable qu'une réorientation de l'économie, non plus en fonction du critère du profit mais en fonction des priorités sociales définies démocratiquement, se traduirait par une baisse de la productivité du PIB, au moins temporairement.

Qu'on pense, par exemple, aux problèmes de la reconversion des industries d'armement, du dégonflement de la sphère financière et bureaucratique, à

la formation et la reconversion des travailleurs dont l'emploi serait modifié ou supprimé... De même la diminution de l'intensité du travail, la réduction de sa durée, sont, au moins à court terme, plutôt contradictoires avec la croissance de la valeur ajoutée, même si l'on escompte pouvoir en même temps offrir des emplois aux plus de 10 % de la population active qui en sont actuellement dépourvus.

Sans même parler de la désorganisation et du sabotage auxquels ne tarderaient pas à se livrer les capitalistes nationaux et internationaux si leurs critères de gestion étaient sérieusement remis en cause...

Les nouveaux critères de gestion doivent donc être pris pour ce qu'ils sont : une nouvelle preuve de la capacité des économistes du PCF à élaborer des constructions intellectuelles censées justifier la ligne choisie par la direction. Que l'on se souvienne de la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat dont le principal corrolaire était qu'en nationalisant les principaux monopoles industriels et financiers (au-delà d'un « seuil de nationalisations » scientifiquement calculé...) on verrait avancer irréversiblement le « socialisme aux couleurs de la France »...

Michel Dupont



Delightful Murder

Extraits d'un ouvrage d'Ernest MANDEL

Pourquoi depuis 1930 des dizaines de millions de lectrices et de lecteurs se délectent-ils de récits de meurtres et de violence ? Quelle est la fonction sociale du « polar » ? Deux questions auxquelles cherche à répondre Ernest Mandel dans son livre, *Delightful Murder* (Meurtre exquis), véritable histoire sociale du roman policier.

A paraître, début novembre, aux éditions La Brèche...

Sans attendre, *Critique communiste* vous offre quelques « bonnes feuilles » de ce livre qui connaît déjà le succès en Grande-Bretagne et au Mexique.

Présentation

« Je me dois d'avouer pour commencer que j'aime lire des romans policiers. J'ai longtemps pensé qu'ils étaient un simple divertissement d'évasion ; vous en lisez un et vous ne pensez à rien d'autre, à peine l'avez-vous fini que vous n'y pensez plus. Mais ce petit livre-ci est en lui-même la preuve que cette manière de voir est pour le moins incomplète. Il est vrai que lorsque vous finissez un roman policier, vous cessez d'être fasciné ; mais également, je ne peux personnellement m'empêcher d'être fasciné par l'énorme succès du roman policier en tant que genre littéraire.

« C'est évidemment un phénomène social : des millions de gens de dizaines de pays sur tous les continents lisent des romans policiers. Une quantité non négligeable de leurs auteurs et bon nombre d'éditeurs capitalistes sont devenus millionnaires en produisant cette marchandise singulière. Ils ont deviné juste quant aux besoins qu'elle satisfait en tant que valeur d'usage — ou encore, pour traduire en langage courant, ils ont correctement jaugé sa courbe de demande. Pourquoi en est-il ainsi ? Quelle est l'origine de ces besoins ? Comment ont-ils évolué au fil des années et quelle est leur relation à la structure générale de la société bourgeoise ? Voici quelques-unes des questions auxquelles je vais tenter de répondre. (...)

Du héros au scélérat

« L'histoire de détective moderne est issue de la littérature populaire des « bons bandits » : de Robin des Bois et Til l'espégle à Fra Diavolo et du Rinaldo Rinaldi de

Vulpus jusqu'au *Die Räuber* et au *Verbrecher aus verlorener Ehre* de Schiller. Mais il y a eu un saut périlleux dialectique. Le bandit, héros d'hier, est devenu le scélérat d'aujourd'hui et le scélérat, représentant de l'autorité d'hier, est devenu le héros d'aujourd'hui.

« La tradition des histoires de bandits est vénérable en Occident, remontant au moins aux mouvements sociaux contestant les régimes féodaux et recevant une puissante impulsion avec le début du déclin du féodalisme et la naissance du capitalisme au XVI^e siècle.

« Dans *Primitive Rebels* (1959) et *Bandits* (1969), Eric Hobsbawm a montré que les « bandits sociaux » sont des voleurs d'un type spécial, considérés par l'Etat (et les classes opprimantes) comme des hors-la-loi, mais qui restent dans les limites de l'ordre moral de la communauté paysanne. Or, cette tradition littéraire est pour le moins ambiguë. Anton Blok a démontré de manière fort convaincante que ces rebelles étaient tout sauf des faiseurs de bien, et qu'ils étaient parfaitement capables d'exploiter vicieusement la paysannerie tout en faisant alliance avec les seigneurs locaux contre le pouvoir central. Bien sûr, il était plus facile pour un paysan de traiter avec des bandits de cette sorte plutôt qu'avec des nobles et des marchands, ce qui explique que les paysans n'aient pas pris le parti des autorités contre ces rebelles primitifs.

« Nathan Weinstock a, par ailleurs, montré que ces bandits n'étaient pas des précurseurs de la révolution démocratique bourgeoise, ni même des réformateurs de l'agriculture. C'étaient des préprolétaires paupérisés et lumpénisés, vagabonds et tendeurs d'embuscades, possédant des qualités et des défauts tout à fait différents de ceux



des bourgeois ou des salariés. Ils incar-
naient une rébellion populiste et petite-
bourgeoise à la fois contre le féodalisme et
le capitalisme naissant. C'est l'une des
raisons pour lesquelles la tradition des lé-
gendes de rebelles et des drames mettant en
scène des bandits occupe une si grande
place dans la littérature mondiale, en au-
cune manière limitée à la société occiden-
tale. Dans le mode de production asiatique,
cela a conduit au chef-d'œuvre épique chi-
nois du XII^e siècle, *Shuihu-Zhuan* (Sur le
bord de la rivière). Mais il est significatif
que l'Espagne, pays qui a donné un nom à
l'histoire de bandit comme genre littéraire
— le roman picaresque — était un lieu où le
déclin du féodalisme était plus profond et
où le processus même du déclin s'est pro-
longé plus longtemps, laissant la société
dans une impasse pour des siècles. (La
littérature italienne a reflété une stagnation
similaire, quoique moins prononcée.) (...)

« Le livre de Thomas de Quincey, *On
Murder considered as one of the Fine Arts*,
paru en 1827 (le postscriptum fut ajouté en
1854), est la meilleure illustration de cette
préoccupation grandissante du crime. De
Quincey avait été éditeur de la *Westmore-
land Gazette* en 1818 et 1819 et avait
rempli ses colonnes de récits de meurtres et
de procès. Dans son essai de 1827, il in-
sistait sur la délectation procurée par le
meurtre et par la spéculation du « whodun-
it » parmi les « amateurs et les dilettan-
tes », frayant ainsi le chemin pour Edgar
Allan Poe, Gaboriau et Conan Doyle. Il fut
également à l'origine du lien entre le journa-
lisme populaire et l'œuvre littéraire sur le
meurtre, qui allait entraîner Dickens, Poe,
Conan Doyle et tant d'autres écrivains de
romans policiers à leur suite, jusqu'à Das-
hiell Hammet, E. Stanley Gardner et autres
contemporains.

« De manière similaire, la préoccupa-
tion grandissante du crime au sein des
classes moyennes et des couches supérieu-
res de la classe ouvrière eut tôt fait d'in-
fluencer les grands romanciers de l'heure,
particulièrement Balzac, Victor Hugo,
Charles Dickens, Alexandre Dumas et
même Dostoïevsky. En partie, cela permit
d'exprimer de vrais problèmes sociaux et
des motivations idéologiques plus profon-
des. Mais il y avait aussi des raisons maté-
rielles à l'intérêt des romanciers pour le
roman policier : les difficultés financières, la
recherche d'une audience plus large, la
possibilité de recevoir de juteux paiements
de la part des magazines populaires, l'ave-
nement du *feuilleton* — histoire à épis-
odes — grâce auquel des écrivains comme
Eugène Sue (dont Karl Marx a analysé en
détail les *Mystères de Paris*), Ponson du
Terrail et Paul Féval gagnèrent un grand
succès populaire. Dans les mélodrames, et
plus spécialement dans les *feuilletons*,
l'image du « bon bandit », vivant en marge
de la société, prévalait encore. Mais les
grands romanciers ne manifestaient aucune
admiration romantique pour ces « bons
bandits ». Ils les traitaient en purs et simples
fléaux sociaux. La bourgeoisie, qui avait
cessé d'être révolutionnaire, était mainte-
nant au pouvoir. D'un autre côté, la
conscience de l'injustice sociale, de l'anta-
gonisme entre riches et pauvres et de l'hy-



« Le facteur sonne toujours deux fois », d'après un roman de James M. Cain. Lana Turner conduit, tandis que John Garfield s'apprête à assommer Cecil Kellaway.

pocrisie de la double morale restait très
présente. (Dans *les Misérables* de Victor
Hugo, la police agit très différemment en-
vers un riche bourgeois qui importune une
pauvre femme et envers cette même femme
qui se défend. Le thème des « deux na-
tions » du jeune Disraeli en est un autre
exemple.)

« Cette préoccupation était présente en
dehors des engagements ou conceptions
politiques des divers auteurs. Balzac était
archi-conservateur mais avait une
conscience aigüe des causes sociales de
l'extension du crime. Ils pensaient qu'une
fois qu'ils avaient été punis, les criminels
devaient pouvoir se racheter, chose que la
société semblait répugner à permettre. Le
héros central des *Misérables* est l'ex-ba-
gnard Jean Valjean, et le héros de *la Comé-
die humaine* est Jacques Collin, alias
Trompe-la-mort, alias l'Abbé Carlos Her-
rera, alias Vautrin.

« Assurément, il ne s'agit plus des
« bons bandits » au sens où on l'entendait
auparavant. Leurs crimes sont considérés
comme les actes de scélérats. Mais ils ont
néanmoins des cœurs d'or et se rachètent
par une sorte de dévotion parentale pour de
jeunes victimes, plus ou moins innocentes,
de la cruauté de la classe supérieure ou de
la persécution policière. Ce sont des per-
sonnages de transition : ce ne sont plus les
nobles bandits d'antan, et pas encore les
méchants sans cœur de l'histoire de détec-
tive du XX^e siècle.

« Le Rodolphe des *Mystères de Paris*,
d'Eugène Sue, est encore plus significatif en
tant que personnage de transition. Il est à la
fois un vengeur individuel de l'injustice, et
par là un précurseur du futur maître-détéc-
tive, et un fugitif qui, s'il ne fuit pas la
justice, fuit au moins un secteur des auto-
rités, étant ainsi l'héritier du noble bandit

qui prend à l'affreux riche pour donner au
pauvre méritant. Le héros immensément
populaire de Ponson du Terrail, Rocam-
bole, offre une combinaison de qualités
similaires. D'abord délinquant, en réalité
une véritable incarnation du mal, puis
abattu par son créateur dans *les Exploits de
Rocambole* (1859), il réapparaît magique-
ment dans *la Résurrection de Rocambole*
(1863) sous la forme d'un détective sans
peur et d'un chevalier du bien.

« Pour comprendre pourquoi cette évo-
lution s'est poursuivie, pourquoi ce genre
littéraire ne s'est pas arrêté à cette phase de
transition, mais au lieu de cela a suivi tout
le chemin de la transformation du noble
bandit en ignoble criminel, nous devons
examiner tant la fonction objective de la
littérature populaire que sa métamorphose
idéologique durant la seconde moitié du
XIX^e siècle.

Du scélérat au héros

« L'archétype de police représenté dans
la littérature moderne est modelé d'après le
premier policier célèbre de l'histoire : Vi-
docq, l'associé de Fouché. Lui-même
ex-bandit condamné au bagne, il recruta de
nombreux criminels au service du ministère
de l'Intérieur de Napoléon en qualité d'in-
formateurs. Vidocq forgea sa propre lé-
gende non seulement en mettant en prati-
que son infamie, quasiment illimitée, mais
aussi en écrivant des *Mémoires* mensongers
qui furent publiés en 1828. Il est clair que
le Bibi-Lupin de Balzac et l'inspecteur
Javert de Victor Hugo ont été créés sur le
modèle de ce personnage fuyant et terri-
fiant, dont les actions et la mentalité por-
taient les semences de ce qui un jour germe-
rait pour donner naissance à des êtres aussi

variés et peu ragoûtants que J. Edgar Hoover, Heinrich Himmler et Beria.

« Pendant la première moitié du XIX^e siècle, la grande majorité des classes moyennes et l'intelligentsia était essentiellement hostile à la police. Dans la plupart des pays occidentaux, l'appareil d'Etat était encore une institution anachronique semi-féodale contre laquelle la classe bourgeoise devait se battre (illogiquement toutefois) si elle voulait consolider son pouvoir social et économique. Là où l'Etat était déjà bourgeois — en Grande-Bretagne, en France, en Belgique, en Hollande et dans les jeunes Etats-Unis — la bourgeoisie libérale préférait le voir rester faible, faisant confiance aux lois du marché pour perpétuer son pouvoir. Les dépenses d'Etat étaient considérées comme une perte, comme une déduction improductive sur la plus-value qui ne faisait rien de plus que réduire la quantité de capital accumulable. Les forces de police étaient considérées comme un mal nécessaire, faites pour empiéter sur les droits et les libertés individuels. Plus elles étaient faibles, mieux cela valait.

« Il y avait en tout cas une raison bien plus pratique à cette hostilité pour la police. La loi de banqueroute, tout au moins en Grande-Bretagne, continuait à définir l'insolvabilité comme un crime. La population carcérale comptait bien plus de gens endettés que de meurtriers ou même de voleurs. Les juges, la police et les fonctionnaires des prisons avaient affaire aux dettes, aux lettres de change et aux billets bien plus qu'aux crimes violents. Leurs principales victimes, par conséquent, étaient des commerçants des classes moyennes et leur aimable clientèle, que Dickens a dépeints de manière inoubliable dans l'immortel personnage de Mr Micawber et dans son roman *Bleak House*. La discipline industrielle n'avait pas encore suffisamment gravé dans l'esprit des citoyens que l'on n'a aucun droit de dépenser 21 shillings quand on dispose d'un revenu de 20 shillings seulement. Le crédit à la consommation n'était pas encore venu prendre le relais. Ainsi, il n'était pas sur-

prenant que les classes moyennes aient eu tendance à être hostiles à la loi dans son ensemble et à ses gardiens.

Tout cela commença à changer entre 1830 et 1848. Ce furent les premières années de la révolte initiale de la classe ouvrière contre la pauvreté et l'exploitation capitaliste : soulèvement des tisserands de soie de la Croix-Rousse à Lyon, en France, et des tisserands de coton silésiens en Prusse ; montée du mouvement chartiste en Grande-Bretagne ; éruption de l'insurrection à Paris en juin 1848. Le caractère violent et offensif de ces rébellions frappa la bourgeoisie de peur pour la première fois : peut-être son pouvoir ne se reproduirait-il pas éternellement au travers des seules lois du marché ? On avait besoin d'un Etat plus fort et par conséquent d'une police plus puissante pour surveiller les plus basses couches, les classes toujours indociles, périodiquement rebelles, et donc criminelles aux yeux des bourgeois. (...)

« Un autre changement intervint au cours de la même période : le crime prit de plus en plus la forme d'une entreprise capitaliste. En 1850, le plus grand nombre des actes d'accusation établis en France l'étaient encore pour vol, mais en 1860, la fraude était devenue l'infraction la plus courante. Entre 1830 et 1880, le nombre de vols enregistrés augmenta de 238 %, celui des fraudes de 323 % et celui des escroqueries de 630 % (Zeldin, p. 165). Les petits commerçants, les artisans, les instituteurs, les petits fonctionnaires du gouvernement et les paysans espéraient sans aucun doute éviter la prison, mais ils étaient également enclins à vouloir voir derrière les barreaux ceux qui leur escroquaient leurs maigres économies ou leur petit revenu.

« A mesure que les prisons se vidèrent lentement des débiteurs et se remplirent d'escrocs, de voleurs, de cambrioleurs, d'agresseurs et d'assassins, le statut social de ceux qui faisaient respecter la loi gagna en prestige. Néanmoins, et en particulier dans les pays anglo-saxons, la bourgeoisie avait assez confiance en elle-même pour ne pas glorifier la police. Ce n'était plus un

♦ Jean-François Vilar a écrit la préface et Thierry Jonquet le dos de couverture de *Delightful Murder*. L'édition française, par rapport à la version anglaise, comprend un chapitre supplémentaire consacré au « nouveau » roman policier post-1968.



Le polar en bandes dessinées a aussi commencé par des feuilletons dans les journaux : une planche du célèbre agent X-9, dessiné par Alex Raymond, sur des textes de Dashiell Hammett. « Vous arrivez trop tard, Moran, comme d'habitude... Voilà le "dominateur"... C'était Alfred Hall... L'affaire est à classer ! »

ABONNEMENTS



ABONNEMENT A DOMICILE		France DOM-TOM	500 F
		Etranger	450 F
1. AVEC LA PRESSE DE LA ICR 1 an d'abonnement à Rouge et Critique communiste		160 F	170 F
2. SIX MOIS DE L'HEEDO ROUGE		150 F	75 F
3. CRITIQUE COMMUNISTE (mensuel), 1 an		65 F	250 F
4. CAHIERS DU FEMINISME (5 numéros)		250 F	
5. INPRECOR (quinzomadaire), 1 an			
6. ABONNEMENT DE SOUTIEN (Rouge et Critique communiste)		3 mois : 200 F	6 mois : 400 F
			1 an : 800 F

Nom

Prénom

Adresse

.....

Formule choisie

Règlement à l'ordre de la PEC,
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil. ☎ 48 59 00 80



Vous aurez reconnu les acteurs de « Garde à vue », film tiré d'un roman de John Wainwright : « A table ! ».

mal. Elle avait cessé de n'être que nécessaire et était désormais considérée comme un bien. La police pouvait faire régner l'ordre et traiter efficacement les crimes de routine. Contrairement à une idée fausse largement répandue, la police des premiers *detective stories* — de Edgar Allan Poe à Arthur Conan Doyle et Mary Robert Rienhart — n'était faite ni de Keystone Kops¹, ni d'imbéciles burlesques. Les policiers ont pu être de persévérants piétons mais en général ils finissaient par gagner. La police n'était déjouée que dans des cas exceptionnellement compliqués.

« Ces policiers n'étaient ni de riches entrepreneurs ni des gentilhommes ; ils ne faisaient pas eux-mêmes partie de la classe dominante mais appartenaient généralement à la classe moyenne inférieure, sinon à la couche supérieure de la classe ouvrière, intégrée en permanence, si recherchée et représentant ce rêve bourgeois si difficilement accessible. La bourgeoisie autoritaire n'avait aucune raison de vanter les qualités intellectuelles supérieures de ces policiers, surtout en Grande-Bretagne où tout le monde était censé connaître sa place, et au sud des Etats-Unis (avant et après la reconstruction), où les éléments provenant des bas-fonds et qui voulaient « s'en sortir » étaient considérés comme suspects, si ce n'est comme carrément subversifs. Le vrai héros du *criminal detective story* devait être non un flic dur à la tâche, mais un fin limier venant d'une classe sociale supérieure. Et c'est bien ce que sont en réalité Dupin et Sherlock Holmes, de D'Thorndik et Arsène Lupin. Sans oublier l'inspecteur Lecoq de E. Gaboriau : vraiment une exception pour un flic ordinaire. (...)

Retour à la rue

« L'évolution du *crime story* reflète l'histoire du crime elle-même. Avec la Prohibition aux Etats-Unis, ce fut l'avènement du crime, s'étendant des marges de la société bourgeoise jusqu'au cœur des choses. Vols de voitures et guerre des gangs n'étaient plus seulement les matériaux de la littérature populaire engloutie par les lecteurs avec un frisson d'excitation et de peur ; de nombreux citoyens y étaient confrontés dans leur vie quotidienne.

« Mais l'extension du crime qui commença en Amérique dans les années vingt, même lancée par la Prohibition, ne se limita pas à la violation de la loi interdisant la fabrication et la vente de boissons alcoolisées. Et lorsque arriva la dépression, on assista à une nouvelle et terrifiante poussée de crimes en tout genre — les vols de banques à main armée, accompagnés de meurtres, représentant l'exemple par excellence.

« Avec l'extension quantitative du crime s'opéra sa transformation qualitative. Le crime organisé commença à dominer. Il existe un parallèle fascinant entre les lois gouvernant la concentration et la centralisation du capital en général et la logique de la prise du pouvoir par le crime organisé de la contrebande d'alcool, de la prostitution, du jeu, et enfin l'accomplissement de cette domination dans des villes comme Las Vegas, La Havane et Hong-Kong. L'élargissement des activités demandait plus de capital à investir en camions, en armes, en tueurs, en pots-de-vin pour la police et les politiciens et pour l'exploitation des sources étrangères d'approvisionnement (exportation de capital). Plus il y avait de capital disponible, plus les profits étaient élevés et par conséquent plus grandes étaient les possibilités de réinvestissement. D'où l'extension de l'organisation et son étendue géographique.

« Les gros poissons mangent les petits, les grandes organisations triomphent facilement des petits entrepreneurs individuels, et cela est aussi vrai pour les gangs de malfrats que pour les fabricants d'acier. Même les règles du jeu, les procédures, sont étonnamment semblables : concurrence à couteaux tirés, suivie d'une consultation circonspecte (comme les fameuses conventions de gangsters de mai 1929 à Atlanta et de septembre 1931 à Chicago), aboutissant à des cartels (des syndicats) qui organisent la division des territoires et des marchés, puis à des fusions de fait. Les super-patrons (aussi anonymes que possible) imposent une discipline, et quand le rapport de forces bascule survient une nouvelle compétition. (...)

1. Bande de policiers, héros de centaines de films comiques muets produits par les studios Mack Sennet aux USA pendant les années vingt.

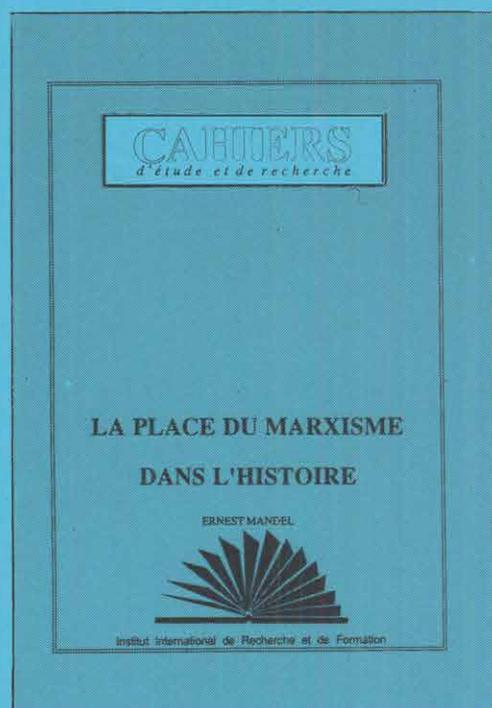
Lisez les publications de la LCR et de la IV^e Internationale

ROUGE
hebdomadaire
8 F
dans les principaux kiosques
et auprès des militants



CAHIERS DU FEMINISME
trimestriel
15 F
instrument militant au service
des luttes des femmes
un dossier chaque trimestre

INPRECOR
bimensuel
12 F
revue d'analyse
et d'information internationale



NOUVEAU LES CAHIERS D'ETUDES ET DE RECHERCHES

Publiés tous les deux mois
par l'Institut international
de recherche et de formation.
N° 1 : La place du marxisme
dans l'Histoire,
par Ernest Mandel.
Chaque numéro : 20 F.
9 numéros : 180 F.
A commander à l'IIRF,
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cédex.
Chèque à l'ordre de Pierre Rousset.

